



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9036^e séance

Jeudi 19 mai 2022, à 11 heures

New York

Provisoire

Présidents : M. Blinken/M^{me} Thomas-Greenfield/ M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Albanie	M ^{me} Xhaçka
Brésil	M. Costa Filho
Chine	M. Zhang Jun
Émirats arabes unis	M ^{me} Nusseibeh
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Gabon	M. Adamo
Ghana	M ^{me} Botchwey
Inde	M. Muraleedharan
Irlande	M. Brophy
Kenya	M ^{me} Omamo
Mexique	M. Villalobos Arámbula
Norvège	M ^{me} Tvinnereim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Conflits et sécurité alimentaire

Lettre datée du 12 mai 2022, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2022/391)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 11 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Conflits et sécurité alimentaire

Lettre datée du 12 mai 2022, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2022/391)

Le Président (*parle en anglais*) : D'emblée, je souhaite une très chaleureuse bienvenue au Secrétaire général et aux ministres et autres représentants de haut niveau qui sont parmi nous aujourd'hui. Leur présence témoigne de l'importance de la question à l'examen.

Les participants se sont vu remettre une liste des orateurs qui ont demandé, conformément aux articles 37 et 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie à cet égard, à participer au débat public d'aujourd'hui. Nous proposons qu'ils soient invités à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial ; et M^{me} Sara Menker, fondatrice et Directrice générale de Gro Intelligence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/391, qui contient le texte d'une lettre datée du 12 mai 2022, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : En temps de guerre, les populations ont faim. Quelque 60 % des personnes sous-alimentées dans le monde vivent dans des zones touchées par un conflit. Aucun pays n'est à l'abri. En avril, le Programme alimentaire mondial et ses partenaires ont distribué une aide alimentaire et

pécuniaire à plus de 3 millions d'Ukrainiens. Pourtant, jusqu'en mars, leur pays nourrissait le monde grâce à d'abondantes réserves de nourriture.

Je remercie le Gouvernement des États-Unis d'avoir mis l'accent sur cette question cruciale pendant sa présidence du Conseil de sécurité.

L'an dernier, la plupart des 140 millions de personnes souffrant de faim aiguë dans le monde vivaient dans 10 pays tout juste : l'Afghanistan, l'Éthiopie, Haïti, le Nigéria, le Pakistan, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen. Huit de ces pays sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil.

Le doute n'est pas permis : lorsque le Conseil débat d'un conflit, il débat de la faim. Lorsqu'il prend des décisions qui concernent des missions politiques et de maintien de la paix, il prend des décisions qui concernent la faim. Et lorsque ses membres ne parviennent pas à réunir le consensus, ce sont les personnes affamées qui en paient le prix.

(l'orateur poursuit en français)

Au niveau le plus élémentaire, les conflits armés créent la faim, lorsque les combats détruisent les fermes et les usines, chassent les gens de leurs récoltes, provoquent des pénuries et font grimper les prix. Aujourd'hui, l'impact des conflits est amplifié par la crise climatique et l'insécurité économique, qui est aggravée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Par conséquent, des décennies de progrès dans la lutte contre la faim sont en train d'être anéantis. Je l'ai constaté de mes propres yeux lors de ma visite au Sahel il y a deux semaines.

Prenons l'exemple du Niger, qui est confronté à des groupes armés extrémistes et à des incursions transfrontalières depuis le Mali et le Nigéria. Seulement 6 % de sa population est entièrement vaccinée contre la COVID-19. Alors que le Niger est classé dernier selon l'indice de développement humain, il fait partie des 10 pays les plus vulnérables à la crise climatique. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë au Niger a plus que doublé au cours des deux dernières années. Et sans action immédiate, leur nombre pourrait atteindre 4 millions dès cette année. Le Niger et ses voisins ont besoin, de toute urgence, d'une mobilisation internationale coordonnée et de grande ampleur, qui renforce les liens entre la paix, l'action humanitaire, l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique et le développement durable.

(l'orateur reprend en anglais)

Pour aider à répondre à cette crise de plus en plus grave, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que nous débloquons 30 millions de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence, afin de répondre aux besoins urgents en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Niger, au Mali, au Tchad et au Burkina Faso. Ce n'est cependant qu'une goutte d'eau dans l'océan. Cela porte à près de 95 millions de dollars le financement acheminé au Sahel via le Fonds depuis le début de l'année.

Je suis également très préoccupé par la question de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique, qui connaît sa plus longue sécheresse depuis quatre décennies. Plus de 18 millions de personnes sont concernées, et le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé un avertissement : des millions de Somaliens risquent la famine dans les mois à venir. La situation périlleuse de l'Éthiopie et de la Somalie en matière de sécurité alimentaire est envenimée par des conflits persistants et une profonde insécurité. Dans 43 pays du monde, 49 millions de personnes sont en situation d'urgence, correspondant à la phase 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire au bord de la famine. En d'autres termes, ils risquent de mourir de faim, et font tout leur possible pour survivre. Comme toujours, les femmes et les filles sont les plus durement touchées, ce qui se traduit par une augmentation des taux de traite, de mariage forcé et d'autres atteintes. Plus d'un demi-million de personnes en Éthiopie, au Soudan du Sud, au Yémen et à Madagascar sont déjà en phase 5 du Cadre intégré de classification, ce qui correspond à des conditions de famine ou de catastrophe.

La guerre en Ukraine a maintenant ajouté une nouvelle dimension effrayante à ce tableau de la faim dans le monde. Dans les faits, l'invasion russe de son voisin a effectivement mis un terme à ses exportations alimentaires. Des hausses atteignant 30 % du prix des aliments de base menacent les populations de pays d'Afrique et du Moyen-Orient, notamment le Cameroun, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Yémen. J'ai discuté de cette situation profondément préoccupante avec les dirigeants du Sénégal, du Niger et du Nigéria durant ma récente visite. Ils ont confirmé que nous étions au seuil d'un concours de circonstances tel qu'il risquait de dévaster les populations et les économies.

Fortes d'un bilan historique probant, nos opérations humanitaires se préparent à apporter leur aide. Les organismes humanitaires et leurs partenaires ont contribué à éviter la famine dans six comtés sud-soudanais

l'an dernier. Ils ont également permis au Yémen d'éviter le pire des conséquences de ces six dernières années de conflit, en acheminant une aide alimentaire à plus de 10 millions de personnes chaque mois en 2021. Mais les humanitaires subissent eux aussi l'incidence de la hausse des prix alimentaires. En Afrique de l'Est, le coût de l'aide alimentaire a augmenté de 65 % en moyenne au cours de l'année écoulée. Le PAM a déjà été contraint de diminuer l'appui qu'il accorde à 8 millions de personnes affamées au Yémen.

Je suis convaincu que les pays peuvent d'ores et déjà prendre quatre mesures pour briser le lien meurtrier entre conflit et faim. Premièrement, ils doivent investir dans des solutions politiques propres à mettre fin aux conflits, à en prévenir de nouveaux et à instaurer une paix durable. Le plus important est que nous devons mettre fin à la guerre en Ukraine. J'appelle tous les membres du Conseil à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire taire les armes et promouvoir la paix, en Ukraine et partout ailleurs.

Deuxièmement, le droit international humanitaire, tel qu'énoncé dans la résolution 2417 (2018), précise que les biens et produits indispensables à la survie des populations civiles, notamment les denrées alimentaires, les récoltes et le bétail, doivent être protégés. Il prévoit également que les personnels humanitaires doivent pouvoir accéder sans entrave aux civils dans le besoin. Le Conseil a un rôle crucial à jouer en exigeant le respect du droit international humanitaire et en veillant à ce que le principe de responsabilité soit appliqué en cas de violation. Je l'exhorte à prendre toutes les mesures possibles pour s'acquitter de ce rôle.

Troisièmement, l'imbrication des risques que recèlent l'insécurité alimentaire, l'énergie et le financement exigent une coordination et un leadership très largement renforcés. Le monde a suffisamment de nourriture pour tous ses habitants. Le problème a trait à la distribution, et celle-ci est intimement liée à la guerre en Ukraine. En mars, j'ai créé le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, qui a vocation à fournir des données et des analyses et à proposer des solutions. Il a immédiatement préconisé de lever toutes les restrictions imposées à l'exportation de produits alimentaires, de libérer les stocks stratégiques et d'allouer les excédents aux pays dans le besoin.

Comme je l'ai dit hier à la réunion ministérielle de l'Appel à l'action pour la sécurité alimentaire mondiale, une véritable solution au problème de l'insécurité alimentaire mondiale passe nécessairement par la

réintégration de la production agricole de l'Ukraine et de la production alimentaire et d'engrais de la Russie et du Bélarus dans les marchés mondiaux, en dépit de la guerre. Nous nous employons à trouver un compromis général grâce auquel l'Ukraine pourra exporter ses denrées alimentaires non seulement par le train, mais aussi via la mer Noire, et qui permettra à la production russe de denrées alimentaires et d'engrais d'accéder sans restriction aux marchés mondiaux. Cela exige que tous les pays concernés fassent montre de bonne volonté.

Quatrièmement, les donateurs doivent financer les appels humanitaires dans leur intégralité. Nous sommes presque à mi-chemin de 2022, et nos plans de réponse humanitaire dans le monde ne sont financés qu'à 8 % à peine. À l'échelle de la planète, ce sont des montants minuscules. Je demande instamment à tout le monde de faire preuve envers tous les pays dans le besoin de la même générosité qu'ils ont témoignée à l'Ukraine. L'aide publique au développement est plus nécessaire que jamais. Il n'est pas envisageable de l'affecter à d'autres priorités alors que le monde est au bord d'une famine généralisée. De fait, compte tenu des liens étroits qui unissent conflit et faim, la générosité n'est pas seulement un acte altruiste. Nourrir ceux qui ont faim, c'est investir dans la paix et la sécurité mondiales.

Dans notre monde d'abondance, je n'accepterai jamais que ne serait-ce qu'un enfant, une femme ou un homme meure de faim. Les membres du Conseil ne doivent pas l'accepter non plus.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Beasley.

M. Beasley (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général de ses observations.

Lorsque, en 2020, le Comité Nobel a décerné le prix de la paix au Programme alimentaire mondial, il a envoyé au monde entier un message limpide : la sécurité alimentaire est indispensable à la paix et à la stabilité de toute la planète. Nous assistons aujourd'hui à une destruction confondante de valeurs qui nous sont si chères, à savoir nourrir les pauvres et aider les populations dans le besoin dans le monde entier.

Avant même le début de la crise ukrainienne, j'expliquais aux dirigeants du monde que nous étions confrontés à une tempête sans précédent due à la conjugaison des conflits, des changements climatiques et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Et c'est précisément alors que nous pensions que les choses ne pouvaient pas empirer que la situation en Éthiopie s'est aggravée. De nouveau, nous avons pensé que nous avions touché le fond, mais c'est à ce moment-là que la situation en Afghanistan s'est envenimée. Puis, alors que nous étions convaincus que, cette fois, rien de pire ne pouvait arriver, la situation en Ukraine a éclaté. Or, le Secrétaire général y a fait allusion, cela vient se greffer aux sécheresses qui frappent certaines régions et à la famine qui menace, comme au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et ailleurs : le monde entier semble encerclé par les flammes. S'agissant des populations qui semblent vouées à la famine, leurs nombres ne cessent de grimper. De 80 millions de personnes, elles étaient passées à 135 millions avant même la COVID-19 ; à cause de la COVID-19, 276 millions de personnes étaient concernées. Avec la crise ukrainienne, ce nombre franchira allègrement la barre des 323 millions de personnes.

Ce qui est extrêmement préoccupant, c'est que, sur ces 276 millions de personnes actuellement en proie à la faim, qui luttent au quotidien pour trouver de la nourriture et qui ne peuvent que vivre au jour le jour, 49 millions, dans 43 pays, comme l'a très clairement dit le Secrétaire général, sont au bord de la famine. Si l'on replace ces 49 millions de personnes, dans 43 pays, dans le contexte des indices économiques, compte tenu de la détérioration économique progressive et des sécheresses, on peut identifier les 43 pays qui pourraient très bien connaître une déstabilisation et une famine telles qu'elles entraîneraient non seulement des morts, mais aussi des troubles sociaux et des migrations de masse.

Nous sommes véritablement à l'orée d'une crise sans précédent. Le prix des denrées alimentaires est notre problème le plus pressant à l'heure actuelle, en raison du concours de circonstances présenté par 2022, mais en 2023, le vrai problème concernera très probablement les disponibilités alimentaires. Lorsqu'un pays comme l'Ukraine, qui produit suffisamment de nourriture pour 400 millions de personnes, est écarté du marché, cela provoque la volatilité du marché que nous observons actuellement. En 2007 et 2008, nous avons tous vu ce qui se produit lorsque les prix deviennent incontrôlables : plus de 40 États se sont retrouvés aux prises avec des troubles politiques, des émeutes et des manifestations. En ce moment même, des émeutes et des manifestations ont lieu à Sri Lanka, en Indonésie, au Pakistan et au Pérou. Nous avons déjà observé une dynamique déstabilisante au Sahel, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Ce ne sont là que des signes

avant-coureurs. Notre expérience de l'histoire nous suffit pour comprendre les conséquences de notre inaction. Lorsqu'une nation qui était le grenier à pain du monde se transforme en nation où les files d'attente pour acheter du pain sont les plus longues au monde, il est clair que nous avons un problème.

Comme le Secrétaire général l'a clairement indiqué, nous apportons désormais une aide à environ 4 millions de personnes en Ukraine. D'ailleurs, en ce moment même, nous sommes en train d'élargir notre programme de transferts monétaires et bons, pour atteindre 900 000 personnes, ce qui permettra de réinjecter des liquidités sur le marché, mais cela ne règle pas le problème à l'extérieur de l'Ukraine. C'est pourquoi nous devons remettre ces ports en activité. Nous devons vider les silos pour contribuer à stabiliser la situation compte tenu de la crise alimentaire qui touche le monde entier.

Plus de 36 pays importent au moins 50 % de leurs céréales de cette région. Si l'on prend en compte ces pays, en sus des 43 que j'ai mentionnés, et si on tient compte d'autres indices économiques et de la dette générée par la maladie à coronavirus (COVID-19), on commence à comprendre pourquoi le monde est très fragile. Nous devons donc réagir. En réalité, ne pas ouvrir les ports de la région d'Odessa reviendrait à déclarer la guerre à la sécurité alimentaire mondiale et provoquerait des famines, la déstabilisation et des migrations massives dans le monde entier.

De nombreux participants présents aujourd'hui se sont rendus sur le terrain et ont parlé aux plus pauvres parmi les pauvres. De nombreuses mères m'ont dit « M. Beasley, mes enfants n'ont rien mangé depuis deux semaines », « Mon mari a dû rejoindre un groupe extrémiste juste pour survivre », « Nous devons migrer » ou « Nous devons choisir entre de l'huile de chauffe et de l'huile de cuisine ». Lorsqu'une mère doit choisir entre laisser son enfant mourir de froid ou mourir de faim, quelque chose ne va pas, en particulier alors qu'il y a tant de richesse sur la planète aujourd'hui – plus de 430 milliers de milliards de dollars de richesse.

Le problème ne fera que s'aggraver parce que la production mondiale va diminuer. Nous avons tous contacté les ministres de l'agriculture et les dirigeants en vue d'augmenter au maximum la production dans les plus brefs délais. Comment faire pour approvisionner le marché en engrais ? La Banque africaine de développement a présenté quelques statistiques effrayantes. À elle seule, en raison des coûts, l'Afrique

aurait besoin de plus de 2 milliards de dollars pour se procurer des engrais, si elle y parvient, parce les petits exploitants agricoles en ont besoin. Cela représenterait une perte d'environ 11 milliards de dollars de production alimentaire rien que pour l'Afrique, alors qu'elle a déjà du mal à s'en sortir à cause de cette tempête parfaite dont nous parlons.

Il est temps que nous et les dirigeants du monde fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour rétablir la stabilité des marchés, parce que la situation ne fera que s'aggraver. Toutefois, j'ai de l'espoir. Nous avons évité la famine. Nous avons prévenu la déstabilisation au cours des dernières années parce que beaucoup de celles et ceux qui sont dans cette salle se sont mobilisés. Nous avons fait ce que l'on attendait de nous, et nous pouvons le faire de nouveau. Certaines mesures s'imposent, notamment l'ouverture des ports, la stabilisation des marchés et l'augmentation de la production mondiale. Nous survivrons à cette tempête, mais nous devons agir. Nous devons agir d'urgence, et nous devons le faire aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Beasley de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Qu Dongyu.

M. Qu Dongyu (*parle en anglais*) : L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est profondément reconnaissante pour l'occasion qui lui est offerte de prendre la parole devant le Conseil de sécurité sur ce sujet important et l'attention qu'on continue d'accorder à la question des conflits et de la sécurité alimentaire.

Il y a deux ans, j'ai présenté un exposé au Conseil sur les multiples risques d'insécurité alimentaire mondiale au début de la pandémie (voir S/2020/340). Nous nous réunissons de nouveau aujourd'hui dans l'intérêt des populations, de la paix, de la prospérité et de la planète afin d'examiner plusieurs crises simultanées en matière de sécurité alimentaire, notamment la sécurité sanitaire, les changements climatiques, l'insécurité alimentaire, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les conflits.

Dans le monde entier, la prospérité recule. La sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire et les revenus ont baissé et les inégalités ont augmenté. Le message que je vais délivrer aujourd'hui est plus important que jamais. L'agriculture est un des éléments clefs pour garantir une paix et une sécurité durables.

Au cours des cinq dernières années, nous avons assisté à une nouvelle montée en flèche des niveaux de la faim aiguë dans le monde. Selon le *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, publié le 4 mai, environ 40 millions de personnes supplémentaires ont connu une insécurité alimentaire aiguë en 2021 par rapport à 2020, portant le nombre total à 193 millions de personnes dans 53 pays et territoires. Fait inquiétant, la situation devrait se détériorer encore en 2022, notamment dans les régions touchées par une insécurité alimentaire catastrophique. Le Yémen, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Afghanistan risquent d'être frappés par la famine.

La FAO a intensifié ses efforts pour renforcer les systèmes agroalimentaires, sauver des vies et protéger les moyens de subsistance agricoles des personnes les plus vulnérables dans le monde. Grâce à ses analyses de pointe, à son travail normatif, à ses directives mondiales et nationales et à son aide vitale, la FAO aide les personnes, les communautés et les gouvernements à faire face à une incertitude croissante. Néanmoins, nous devons faire plus ensemble.

Les conflits restent le principal facteur de la faim. Entre 2018 et 2021, le nombre de personnes touchées par des situations de crise dans des pays où un conflit était le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë a considérablement augmenté, de 88 %, et a atteint un peu plus de 139 millions.

Alors que le monde commençait à se relever de la COVID-19, un autre conflit lourd de conséquences a éclaté. La guerre en Ukraine a ravivé la crainte que les prix des denrées alimentaires et de l'énergie pourraient atteindre un niveau sans précédent, ce qui aurait des conséquences dans le monde entier. La guerre perturbe les exportations et la logistique et compromet gravement la disponibilité des denrées alimentaires. L'Ukraine et la Fédération de Russie exportent collectivement 30 % des céréales et 67 % des graines de tournesol dans le monde. La hausse des prix de l'énergie et des engrais représente une menace pour la prochaine récolte mondiale. Selon nos dernières estimations, cela pourrait faire plonger 18,8 millions de personnes supplémentaires dans une situation de sous-alimentation chronique d'ici à 2023.

Nous sommes voisins dans ce petit village planétaire. Ce qui arrive à l'un d'entre nous nous touche tous. La FAO continuera de soutenir pleinement l'appel du Secrétaire général à mettre fin à la guerre, à rétablir la paix et à sauver des vies. Nous devons renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la

paix. Nous devons analyser les causes profondes de l'insécurité alimentaire aiguë, notamment les conflits et les changements climatiques, et tenir compte de ces enseignements dans la pratique. La FAO le fait par l'intermédiaire du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, une analyse généralement acceptée, ainsi que dans le cadre de notre coprésidence du Réseau Mondial contre les crises alimentaires et du Groupe de la sécurité alimentaire.

Nous devons prévenir l'accélération des tendances à l'insécurité alimentaire aiguë dans les mois et les années à venir. Il faut augmenter la production alimentaire au niveau national. Nous devons fournir une aide pécuniaire et des intrants essentiels pour la production de céréales et de légumes et protéger le bétail en fournissant des traitements, des vaccins, des aliments et de l'eau. Les chaînes d'approvisionnement et de valeur agroalimentaires doivent être renforcées grâce à la participation des secteurs public et privé afin d'aider les petits exploitants agricoles et les ménages. C'est ce que la FAO fait en Ukraine, en Afghanistan et dans d'autres pays. En 2021, elle a pu aider plus de 30 millions de personnes dans le monde entier, au moyen d'une assistance agricole d'urgence et de programmes de renforcement de la résilience. Par exemple, en Afghanistan, nous avons prêté secours à 3 millions de personnes, notamment en fournissant des kits de culture du blé, qui ne coûtent que 160 dollars pièce et répondent aux besoins en céréales de base d'une famille de sept personnes pour une année entière. Sur les marchés locaux, le coût de la même quantité de nourriture est six fois plus élevé. Notre appui a aidé des éleveurs de bétail à accroître leur production de lait jusqu'à un niveau équivalent à celui qui permettrait à tous les enfants afghans d'avoir un verre de lait par jour pendant au moins cinq mois. En Éthiopie, malgré les problèmes d'accès, les graines et le matériel de semis fournis par la FAO et les partenaires du module agricole ont permis aux agriculteurs locaux de produire 900 000 tonnes de nourriture, soit cinq fois plus que les vivres humanitaires et commerciaux qui sont entrés dans la région.

Pourtant, malgré l'importance cruciale de l'agriculture pour la disponibilité et l'accessibilité de la nourriture dans les contextes de crise, seuls 8 % des fonds alloués au secteur de la sécurité alimentaire dans les urgences humanitaires vont à l'agriculture. Nous devons protéger les populations, les systèmes agroalimentaires et les économies contre de futurs chocs. Pour empêcher que les conflits n'aggravent

l'insécurité alimentaire, il nous faut augmenter la productivité durable, renforcer les capacités en matière de fourniture des services et produits de base nécessaires et donner accès à des services numériques et à des outils financiers novateurs. Les Membres doivent transformer d'urgence leurs systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables, afin d'améliorer la production et la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, en ne laissant personne de côté.

Au cours des trois derniers mois, j'ai passé du temps au Bangladesh, où les agriculteurs s'appuient sur l'innovation pour rehausser le rendement de leurs cultures rizicoles. Ce mois-ci, je me suis rendu en Azerbaïdjan où j'ai vu de jeunes agriculteurs qui produisent sept tonnes par hectare de blé d'hiver en utilisant une nouvelle variété de blé, des systèmes d'irrigation perfectionnés et de l'engrais adapté. Le rendement a doublé, cette année. Hier, j'ai rencontré M. Villalobos Arámbula, Ministre de l'agriculture et du développement rural du Mexique, où le rendement du maïs a doublé dans certaines provinces grâce à de nouvelles variétés de maïs, à un nouvel engrais et à l'irrigation. Il y a donc un grand potentiel. J'espère sincèrement que les États continueront de fournir l'aide nécessaire afin d'atténuer l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, alloueront de nouvelles ressources en vue de soutenir la production agricole dans les contextes difficiles et reconnaîtront et appuieront le rôle de l'agriculture dans la sécurité alimentaire et dans la paix et les contributions d'organisations internationales telles que la FAO, le Fonds international de développement agricole et le Programme alimentaire mondial. D'après mes connaissances et mon expérience professionnelles, j'estime que nous pouvons nourrir le monde suffisamment et durablement avec les outils dont nous disposons si nous faisons tous notre part.

Dans ce grand pays d'Amérique, une terre irriguée peut produire deux fois plus qu'une terre qui n'est pas irriguée mais seulement nourrie par les précipitations. Seules 18 % des terres arables de ce pays sont irriguées. En Asie, la proportion varie entre 48 % et 60 % ; en Europe, elle est de 12 % ; en Afrique, on tombe à 3 % ; en Amérique latine, on parle d'environ 20 %. Par conséquent, j'encourage fortement tous les États et partenaires représentés ici à améliorer leur gestion de l'eau et leurs systèmes d'irrigation. Le rendement ne dépend pas uniquement de Dieu mais plutôt de notre technologie et de nos investissements dans les infrastructures. C'est pourquoi il nous faut

libérer le potentiel de l'innovation, de la science et de l'investissement responsable. Depuis tant d'années, dans les pays développés comme en développement, l'investissement dans l'agriculture à la campagne est laissé de côté. Je recommande vivement que M. Blinken et d'autres se penchent sur ces questions, notamment en ce qui concerne le soja et d'autres problèmes plus grands. Nous devons mener des recherches sur le soja pendant au moins 10 à 20 ans. Avec des graines de soja de qualité, le rendement peut être amélioré de 20 % à 30 %. Il en va de même du rendement du riz hybride, où nous voyons des augmentations de 30 % à 50 %, et du maïs hybride, qui peut connaître des hausses de 30 % à 40 %. M. Villalobos est un expert de l'élevage. La technologie est là. Les outils sont là. Nous avons besoin d'un engagement politique fort et d'investissements responsables. Nous devons travailler avec le secteur privé et embarquer tous les principaux partenaires avec nous. C'est pourquoi il nous faut insister sur l'importance des initiatives menées main dans la main.

Les États peuvent mettre en place des politiques qui accroissent la productivité en même temps qu'elles protègent les ressources naturelles. Nous disons toujours que nous devrions produire plus et mieux avec moins, mais moins de quoi ? Est-ce moins d'impact, moins d'intrant ou une incidence moins négative sur l'environnement ? La solution réside dans la technologie, de bonnes politiques et une gestion adaptée. Nous pouvons investir davantage dans l'innovation et les nouvelles technologies, en particulier la gestion de l'eau, les systèmes d'irrigation et des intrants agricoles de grande qualité, notamment l'engrais, et dans des systèmes plus transparents d'information sur les marchés. Les systèmes agricoles fournissent de la nourriture, du fourrage, des fibres et des biocarburants, dont le biogaz. Par conséquent, non seulement l'agriculture fournit de la nourriture, du fourrage, des cultures fibreuses et des biocarburants, qui sont des sources d'énergie véritablement renouvelables, mais elle œuvre aussi pour l'avenir des agriculteurs de cette petite planète.

Le 19 mai 1943, nos prédécesseurs ont convoqué la première Conférence des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture à Hot Springs, dans l'État de Virginie, aux États-Unis. Était-ce le destin ? Était-ce une coïncidence ? Quel jour sommes-nous, aujourd'hui ? Nous sommes le 19 mai. Soixante-dix-neuf ans plus tard, souvenons-nous que nos fondateurs avaient compris que la FAO aurait un rôle capital à jouer dans la quête de la paix, et ont écrit ce qui suit :

« L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture est née de la double nécessité de vivre en paix et de vivre à l'abri du besoin. Les deux sont liées. Une paix durable passe nécessairement par le fait d'être à l'abri du besoin ».

Les choses ont beaucoup changé depuis lors, 79 ans plus tard, mais il y en a une qui n'a pas changé. Le monde a besoin d'assez de nourriture, d'une bonne nourriture et d'une nourriture meilleure pour tous. Il est plus pertinent que jamais d'investir dans nos systèmes agroalimentaires. Nous devons travailler ensemble efficacement et de façon cohérente.

Je vais imiter le Secrétaire général, quand il est passé de l'anglais au français, en prononçant mes derniers mots en chinois. L'ONU a six langues officielles, j'ai donc écrit un poème spécial pour le Président.

(l'orateur poursuit en chinois)

La montagne est haute, et la survie des gens dépend de la nourriture. Agissons comme un seul homme pour assurer la sécurité alimentaire de tous les habitants du monde.

Le Président *(parle en anglais)* : Je remercie M. Qu de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Menker.

M^{me} Menker *(parle en anglais)* : Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir invitée à m'exprimer devant le Conseil de sécurité. C'est un honneur d'être ici aujourd'hui pour souligner et réaffirmer que la sécurité alimentaire est en fait un enjeu de sécurité nationale et de stabilité mondiale.

Avant de partager quelques données analytiques sur l'état des systèmes alimentaires dans le monde, je voudrais brièvement présenter au Conseil de sécurité l'entreprise Gro Intelligence, qui a été créée pour permettre de relever deux des plus grands défis auxquels l'humanité doit faire face : la sécurité alimentaire et les changements climatiques. Nous sommes une entreprise internationale ayant des bureaux à Nairobi, à Singapour et à New York. Notre équipe est composée de personnes originaires de plus de 40 pays, dont l'Éthiopie, comme c'est mon cas, la Russie, le Nigéria, l'Inde, les États-Unis, la Chine et l'Ukraine. Nous sommes une entreprise d'experts en infrastructure logicielle, en climatologie, en agronomie, en commerce et en marchés financiers. Nous associons cela à des compétences de premier ordre en ingénierie et en intelligence artificielle. Nous

travaillons avec des entreprises grandes et petites, des institutions financières et des gouvernements.

Je suis ici aujourd'hui pour partager des éclairages tirés de nos données, dans l'espoir que toutes les personnes présentes aujourd'hui qui ont le pouvoir de changer le cours de l'histoire décideront de le faire.

Pour commencer, je voudrais dire clairement que le conflit entre la Russie et l'Ukraine n'a pas provoqué une crise de la sécurité alimentaire. Il a simplement ajouté de l'huile sur un feu qui brûlait depuis longtemps ; une crise dont nous avons repéré les secousses bien avant que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'expose la fragilité de nos chaînes d'approvisionnement. Je partage cette information, parce que nous estimons qu'il est important que chacun comprenne que, même si la guerre prenait fin demain, le problème de la sécurité alimentaire ne disparaîtrait pas de sitôt sans une action concertée.

Passons maintenant aux statistiques. Selon les estimations de Gro Intelligence, 400 millions de personnes supplémentaires sont désormais en situation d'insécurité alimentaire à cause de l'augmentation des prix des principales cultures vivrières depuis le début de l'année. Les statistiques sur l'alimentation et la sécurité sont peu partagées, donc je vais clarifier mon propos en précisant que nous parlons ici du nombre de personnes vivant avec 3,59 dollars par jour. Globalement, nous nous rapprochons d'une situation de famine. Pour mettre ces statistiques en perspective, cela équivaut au nombre de personnes que la Chine a sorties de la pauvreté au cours des 20 dernières années. En cinq mois, nous avons réduit à néant 20 ans de progrès.

De plus, selon nos modèles de chocs économiques, les variations des prix des produits agricoles enregistrées depuis le début de l'année ont déjà une incidence de 3 à 5 % sur le produit intérieur brut de certaines économies. Les pays touchés de manière disproportionnée se trouvent dans des régions telles que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, la Corne de l'Afrique et l'Asie occidentale et centrale. Et la situation peut encore empirer. Selon nos données, les problèmes de sécurité alimentaire auxquels nous sommes confrontés dureront plusieurs années.

Cinq problèmes majeurs se posent simultanément et sont, chacun, d'une ampleur exceptionnelle : le manque d'engrais, les perturbations climatiques, les stocks d'huiles de cuisson historiquement bas, les stocks de céréales historiquement bas, et les goulets

d'étranglement logistiques qui commencent déjà à défaire des décennies de progrès économique mondial. En l'absence de mesures internationales conséquentes, énergiques, immédiates et coordonnées, nous prenons le risque de faire face à des souffrances humaines et des dégâts économiques sans précédent. Il ne s'agit pas d'une situation cyclique, mais d'une secousse sismique. C'est un événement qui ne se produit qu'une fois par génération et qui peut radicalement transformer le paysage géopolitique.

Nous allons maintenant examiner ces cinq problèmes.

Le premier est celui des engrais. Les cours mondiaux des engrais ont quasiment triplé par rapport à l'an dernier, et quadruplé au cours des deux dernières années, en raison des perturbations de l'offre dus aux goullets d'étranglement logistiques, des restrictions sur le gaz naturel, qui entravent la capacité de produire des engrais, et des sanctions et restrictions à l'exportation imposées dans le cadre de la guerre Russie-Ukraine. Cette situation pourrait entraîner une réduction importante du rendement des cultures dans les principales régions productrices du monde, telles que le Brésil, les États-Unis et l'Europe occidentale dans le courant de l'année et l'année prochaine, ce qui aura de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et l'inflation dans le monde au cours des trois à cinq prochaines années, au minimum.

Le deuxième problème est le climat. Pour la production de blé, les conditions de sécheresse sont les pires jamais enregistrées dans le monde depuis plus de 20 ans. Les principaux greniers à blé tels que les États-Unis et le Brésil, les deux plus grands exportateurs de produits agricoles au monde, connaissent également des sécheresses extrêmes. Par exemple, l'humidité des terres agricoles du Brésil est à son niveau le plus bas en 20 ans. Les principaux importateurs de céréales au Moyen-Orient et en Afrique subissent également des sécheresses sans précédent. En somme, les grands importateurs et les grands exportateurs connaissent des conditions de sécheresse exceptionnelles.

Le troisième problème a trait aux huiles de cuisson. Le prix de l'huile de palme, traditionnellement bon marché, a presque triplé au cours des deux dernières années, sous l'effet de l'augmentation de la demande de biocarburants, de la sécheresse dans les régions qui produisent des huiles de cuisson de substitution, comme le Brésil et le Canada, d'une demande record à l'importation en Chine et du recul de près de 75 % des

exportations mondiales d'huile de tournesol en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'interdiction d'exportation imposée récemment en Indonésie, plus grand producteur d'huile de palme au monde, qui représente 60 % de la production mondiale, a ajouté une importante pression à la hausse sur le prix des huiles végétales.

Le quatrième problème est celui des céréales. Selon les estimations officielles des organismes gouvernementaux partout dans le monde, les stocks de blé représentent 33 % de la consommation annuelle. Les données vérifiables, provenant de sources publiques et privées, que notre société organise et à partir desquelles elle construit des modèles statistiques sur notre plateforme pour faire les rapprochements qui s'imposent, révèlent que les stocks de blé dans le monde sont en réalité plus proches du seuil de 20 %, un niveau jamais atteint depuis la crise financière et des matières premières de 2007 et 2008. Les stocks actuels ne couvrent que 10 semaines de consommation dans le monde. Aujourd'hui, les conditions sont pires que celles que nous avons connues en 2007 et 2008. Il importe de noter que les niveaux de stocks de céréales sont actuellement les plus bas que le monde ait jamais connus, tandis que l'accès aux engrais est très limité et que la sécheresse dans les régions productrices de blé du monde est la plus grave depuis plus de 20 ans. Nous avons également des préoccupations similaires en ce qui concerne les stocks de maïs et d'autres céréales. Les estimations des gouvernements ne concordent pas.

Le cinquième et dernier problème est celui de la logistique. La Russie et l'Ukraine fournissaient autrefois près d'un tiers des exportations mondiales de blé et figurent toutes deux parmi les cinq premiers exportateurs de maïs dans le monde. Ensemble, elles exportaient 75 % de l'offre mondiale en huile de tournesol. Tous les ports ukrainiens restent fermés, ce qui rend impossible le transport des céréales récoltées par l'Ukraine au-delà de ses frontières. En utilisant les voies ferroviaires, on pourra acheminer moins de 10 % du volume d'avant la guerre, ce qui est insuffisant. Les exportations russes, qui comprennent également les engrais, sont limitées en raison des risques maritimes liés à la mer Noire.

Chacun des cinq problèmes que j'ai décrits serait considéré comme majeur sur les marchés des matières premières. La combinaison de ces cinq éléments est véritablement inédite.

Je suis ici aujourd'hui non pas pour offrir ou apporter des solutions spécifiques, car il y aura d'autres instances pour ce faire, mais pour examiner et

diagnostiquer le problème à l'intention des personnes présentes dans cette salle qui ont le pouvoir de changer le cours de notre histoire. Dans un monde de plus en plus isolationniste, nous devons nous rassembler. L'alimentation est un choix personnel, mais nos systèmes agricoles sont internationaux. La configuration du monde est telle qu'aucun pays ne dispose de toutes les ressources naturelles dont il a besoin pour survivre et prospérer.

L'une des principales choses à retenir de nos données est la récurrence des exemples de causation, qui mettent en lumière des interdépendances et des liens surprenants. Par exemple, aux États-Unis, pays le plus autosuffisant au monde, le prix moyen d'un panier alimentaire, pondéré en fonction de la consommation, c'est-à-dire un panier de courses, a doublé depuis avril 2020. En plus des perturbations de l'offre liée aux changements climatiques, une hausse sans précédent de la demande partout dans le monde a entraîné une hausse des prix. Il est impossible, où que ce soit, de régler le problème de l'insécurité alimentaire à une échelle nationale.

Nous sommes fermement convaincus d'une chose : nous pouvons avoir une économie saine et un système alimentaire sûr sans détruire notre environnement. Nous avons les capacités nécessaires pour permettre à tout un chacun d'avoir la certitude qu'il pourra se nourrir à sa faim.

Les données nous aident à nous orienter, car nous sommes conscients des risques et des conséquences liés à la sécurité alimentaire. Nous ne pouvons pas dire que nous ne savions pas. Il existe des solutions et des approches concrètes, qui peuvent être proposées et mises en œuvre, mais elles nécessiteront des efforts coordonnés à l'échelle mondiale. Nous dépendons tous les uns des autres.

Pour terminer, qu'est-ce que les données nous apprennent sur les risques et les interdépendances ? Elles nous apprennent que, à l'instar de la crise financière mondiale de 2008, il existe des failles et des signaux d'alerte précoce, similaires à des secousses, qui semblent isolés les uns des autres au niveau mondial, mais qui ne le sont pas.

Quel espoir les données nous laissent-elles entrevoir ? Elles nous disent que, même si les prochaines années seront probablement difficiles en raison de la confluence statistiquement inhabituelle des cinq problèmes évoqués, nous pouvons coordonner une

réponse à l'échelle internationale, renoncer à la mentalité individualiste en matière de sécurité alimentaire et de risques climatiques, être disposés à avoir des conversations constructives, bien que pénibles, et accepter ensemble que le problème à résoudre est moins une pénurie alimentaire qu'une crise de hiérarchisation des priorités.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Menker de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique.

Je remercie le Secrétaire général, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), M. David Beasley, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Qu Dongyu, et la Directrice générale de Gro Intelligence, M^{me} Sara Menker. Je les remercie de leurs magnifiques exposés au Conseil aujourd'hui, qui nous présentent avec force les réalités auxquelles nous sommes confrontés et les défis que nous devons relever. Je les remercie de l'action qu'ils mènent chaque jour sur une question qui est véritablement essentielle pour l'humanité.

Nous nous réunissons à l'heure où la faim dans le monde a atteint un niveau sans précédent, causée, comme nous l'avons entendu, par les changements climatiques et la maladie à coronavirus (COVID-19), et encore aggravée par les conflits. En effet, les conflits dans le monde alimentent de plus en plus cette crise. Selon la FAO et le PAM, le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire due aux conflits est passé d'environ 100 millions en 2020 à environ 139 millions en 2021, et pourrait atteindre 161 millions en 2022. La Banque mondiale estime que la guerre menée par la Russie en Ukraine pourrait ajouter 40 millions de personnes supplémentaires à ce total.

Hier, les ministres de plus de 30 pays se sont réunis ici, à l'ONU, pour examiner les facteurs de l'insécurité alimentaire mondiale et proposer des solutions à ce problème, notamment en répondant aux besoins urgents en denrées alimentaires, en engrais et en financements humanitaires, et en investissant davantage dans la résilience de l'agriculture et des populations vulnérables. Pour leur part, les États-Unis ont annoncé une nouvelle aide alimentaire d'urgence de 215 millions de dollars, qui vient s'ajouter aux 2,3 milliards de dollars d'aide alimentaire humanitaire que nous avons versés depuis février dernier. Je tiens à remercier tous les pays qui ont intensifié leur aide et j'encourage les autres à leur emboîter le pas.

En 2018, le Conseil a adopté la résolution 2417 (2018), dans laquelle il a condamné la pratique consistant à affamer les populations comme méthode de guerre et a souligné que cela pouvait constituer un crime de guerre. Pourtant, dans les années qui ont suivi l'adoption de cette résolution, le problème n'a fait que s'aggraver. Le mépris flagrant qu'affiche la Fédération de Russie à l'égard de cette résolution n'est que le dernier exemple en date des agissements d'un Gouvernement qui affame les civils pour tenter de promouvoir ses objectifs. Cela illustre également la façon dont la Russie viole l'ordre international fondé sur des règles, qui fait partie intégrante de la sécurité et de la prospérité partagées de tous les États Membres de l'ONU, un ordre que le Conseil, et en particulier ses membres permanents, a la responsabilité de préserver, de défendre et de renforcer.

Au Conseil, quelques membres ont déploré à maintes reprises les souffrances causées par cette guerre et appelé toutes les parties à y mettre un terme. N'utilisons pas un langage diplomatique pour jeter le flou sur des faits simples. La décision de mener cette guerre a été prise par le Kremlin et par lui seul. Si la Russie cessait de se battre demain, la guerre prendrait fin. Si l'Ukraine cessait de se battre, il n'y aurait plus d'Ukraine. La guerre d'agression non provoquée de la Russie a interrompu le commerce maritime dans de vastes zones de la mer Noire ; et elle a rendu la région dangereuse pour la navigation, bloquant les exportations agricoles ukrainiennes, comme nous l'avons entendu, et mettant en péril l'offre mondiale de produits alimentaires. Depuis le 24 février dernier, les opérations navales russes attestent d'une volonté de contrôler l'accès au nord-ouest de la mer Noire et à la mer d'Azov afin de bloquer les ports ukrainiens.

Nous estimons qu'il s'agit d'une démarche délibérée, comme en témoigne une série d'initiatives prises par le Gouvernement russe. Le premier jour de l'invasion, la Russie a émis un avertissement officiel à l'intention de tous les Membres, indiquant que des zones importantes de la mer Noire étaient fermées au trafic commercial, ce qui revenait à les fermer à la navigation maritime. Depuis lors, l'armée russe a bloqué à de nombreuses reprises le passage en toute sécurité vers et depuis l'Ukraine en fermant le détroit de Kertch, en renforçant son contrôle sur la mer d'Azov et en stationnant des navires de guerre au large des ports ukrainiens. La Russie a frappé les ports ukrainiens à de nombreuses reprises.

Ces agissements, ainsi que d'autres, ont effectivement interrompu tout trafic maritime commercial dans le port d'Odessa et aux alentours. La Fédération de Russie a également mené des attaques terrestres, en ciblant à maintes reprises les infrastructures civiles ukrainiennes qui sont essentielles à la production et au transport de denrées alimentaires, telles que les conduites d'eau, les lignes électriques et les lignes ferroviaires, en détruisant les installations ukrainiennes de stockage de céréales et en volant les stocks de denrées alimentaires dans les zones de l'Ukraine qu'elle occupe illégalement.

Les conséquences de ces agissements sont dévastatrices. L'approvisionnement en denrées alimentaires de millions d'Ukrainiens et de millions d'autres personnes dans le monde est littéralement pris en otage par l'armée russe. Récemment, le PAM a estimé qu'un tiers des Ukrainiennes et Ukrainiens étaient en situation d'insécurité alimentaire, les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées étant particulièrement exposés au risque de malnutrition. Dans les villes assiégées telles que Marioupol, les forces russes ont bloqué à maintes reprises l'acheminement de vivres et d'autres formes d'aide vitale à des dizaines de milliers de civils pris au piège. Une mère qui s'est récemment échappée de la ville a raconté le désespoir qui a été le sien en voyant sa fille de 6 ans souffrir des affres quotidiennes de la faim sans pouvoir rien y faire. « Je n'ai fait que sangloter », a-t-elle confié, « en hurlant dans un oreiller quand personne ne pouvait me voir ». Elle et ses enfants ont fini par s'échapper ; des milliers d'autres personnes sont toujours prises au piège.

Le Gouvernement russe semble penser que l'utilisation de la nourriture comme arme permettra d'accomplir ce que son invasion n'a pas permis de faire : briser l'esprit du peuple ukrainien. Malgré cela, les Ukrainiens se donnent beaucoup de mal pour nourrir leur peuple et pour nourrir le monde. Les agriculteurs ukrainiens continuent de risquer leur vie pour produire du blé et d'autres cultures. Nombre d'entre eux sont retournés dans des champs couverts de mines. Ils s'occupent de leurs récoltes vêtus de gilets pare-balles et de casques.

Par ailleurs, comme cela a déjà été dit avec force ce matin, les Ukrainiens ne sont pas les seuls à souffrir en raison des agissements du Gouvernement russe ; il y a quelque 20 millions de tonnes de céréales dans les silos ukrainiens alors que l'approvisionnement alimentaire mondial diminue et que les prix grimpent

en flèche, exposant d'autres personnes dans le monde à une insécurité alimentaire, notamment dans les pays qui étaient déjà soumis à d'énormes contraintes. Le Secrétaire général a fait allusion à un certain nombre d'entre eux, notamment le Liban, qui importe habituellement 80 % de son blé d'Ukraine, et la Somalie, qui était déjà au bord de la famine avant même que les chars russes n'entrent en Ukraine, et qui doit maintenant faire face à la hausse des prix du blé et de la farine.

La Fédération de Russie prétend à tort que les sanctions imposées par la communauté internationale sont responsables de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale. Les sanctions ne bloquent pas les ports de la mer Noire, n'immobilisent pas les navires remplis de denrées alimentaires et ne détruisent pas les routes et les lignes ferroviaires ukrainiennes. C'est la Russie qui le fait. Les sanctions ne vident pas les silos à grains ukrainiens et ne volent pas le matériel agricole ukrainien ; c'est la Russie qui le fait. Les sanctions n'empêchent pas la Russie d'exporter des denrées alimentaires et des engrais. Les sanctions imposées par les États-Unis et de nombreux autres pays prévoient délibérément des exemptions pour les denrées alimentaires, les engrais et les graines en provenance de la Russie, et nous travaillons chaque jour avec les pays pour nous assurer qu'ils comprennent bien que les sanctions n'empêchent pas la circulation de ces produits. La décision d'utiliser la nourriture comme arme est celle de Moscou et de Moscou seulement.

Inutile de me croire sur parole. Même Dmitri Medvedev, Vice-Président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie et ancien Président russe, a récemment déclaré que les produits agricoles de la Russie étaient son « arme silencieuse ». Il a ensuite ajouté : « Silencieuse, mais redoutable ».

Le Conseil a la responsabilité toute particulière de remédier à la crise actuelle, qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. À cette fin, il doit tout d'abord condamner avec force et sans équivoque le Kremlin pour les atrocités qu'il commet en Ukraine et pour l'aggravation de la crise alimentaire mondiale qui résulte de sa guerre d'agression non provoquée. Plus concrètement, les membres du Conseil et, d'ailleurs, chaque État Membre de l'ONU, doivent faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin aux agissements qui aggravent encore la crise alimentaire en Ukraine et dans le monde.

Il faut cesser de bloquer les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov. Il faut permettre la libre circulation des navires, trains et camions transportant des denrées

alimentaires hors d'Ukraine. Il faut cesser d'empêcher les vivres et les autres fournitures vitales d'atteindre les civils dans les villes et villages ukrainiens assiégés. Il faut cesser de menacer de retenir les exportations de denrées alimentaires et d'engrais vers les pays qui critiquent la guerre d'agression menée par la Russie. Tout cela est essentiel pour sauver des vies en Ukraine et dans le monde entier.

La Fédération de Russie n'est pas le seul gouvernement ou organisation qui exploite cyniquement l'insécurité alimentaire à ses propres fins. Au Soudan du Sud, des groupes armés et les parties au conflit bloquent depuis des années l'aide humanitaire destinée aux civils. Les experts estiment qu'au moins 7 millions de personnes dans le pays connaîtront une insécurité alimentaire à des niveaux de crise cette année. En Syrie, avec l'appui constant du Kremlin, le régime d'Assad a assiégé des communautés telles que la Ghouta orientale et a laissé sa propre population mourir de faim. En outre, il entrave régulièrement les livraisons transfrontières d'une aide humanitaire vitale en pillant, voire même en attaquant les convois des Nations Unies, comme nous l'avons évoqué à plusieurs reprises au Conseil de sécurité. Le Conseil doit systématiquement dénoncer les gouvernements et les groupes armés qui ont recours à des tactiques similaires, comme le fait de lancer des attaques contre les moyens de production et de distribution de denrées alimentaires, d'empêcher l'aide humanitaire d'atteindre les personnes qui en ont besoin et d'assiéger les populations civiles.

L'ONU a été créée dans le but de promouvoir les droits humains et de prévenir les atrocités, notamment l'utilisation de la famine comme arme contre les civils, comme lors du siège de Leningrad par les nazis, au cours duquel près d'un million de Russes ont perdu la vie, dont beaucoup sont morts de faim – parmi les victimes se trouvait le frère du Président Poutine, âgé d'1 an – ou lors de la Grande Famine de 1932-1933, pendant laquelle des millions d'Ukrainiens sont morts de faim à cause d'une campagne soviétique de collectivisation forcée et de terreur.

Il nous appartient de veiller à ce que l'histoire ne se répète pas, de faire en sorte que le passé ne soit pas un prologue. C'est simple. Il en va de la vie de millions de personnes.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères du Ghana.

M^{me} Botchwey (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président, le Secrétaire d'État Antony Blinken, ainsi que la délégation des États-Unis, d'avoir attiré l'attention sur la question très importante des conflits armés et de l'insécurité alimentaire pendant leur présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je tiens également à remercier de leurs exposés le Secrétaire général António Guterres, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que la fondatrice et Directrice générale de Gro Intelligence. Nous les remercions de leurs réflexions utiles sur les conflits armés et l'insécurité alimentaire.

Les rapports bouleversants sur la famine et les autres formes d'insécurité alimentaire causées par les conflits dans diverses régions du monde n'ont rien de nouveau pour le Conseil de sécurité. Des millions de personnes, en particulier des enfants, ont souffert ou péri du fait de l'insécurité alimentaire au cours des périodes de conflit difficiles qu'a connus mon propre continent, notamment ces 30 dernières années. Les systèmes alimentaires de ces pays en conflit s'effondrent généralement, ce qui a d'énormes conséquences sur l'économie, les moyens de subsistance et le niveau de vie.

Ces répercussions étaient localisées, et ceux d'entre nous qui vivaient loin du théâtre de la guerre n'étaient concernés que dans la mesure où leur conscience les poussait à agir, notamment en accueillant des réfugiés ou en intervenant dans le cadre d'opérations de soutien à la paix. Aujourd'hui, cependant, peut-être pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, nous sommes témoins des conséquences d'un conflit sur la sécurité alimentaire dans chaque pays, dans chaque foyer et pour chacun et chacune d'entre nous. Nous éprouvons tous cette anxiété profonde face à une économie mondiale secouée par des vents contraires et incertains, car nous sommes en terrain inconnu.

C'est dans ce contexte que le Ghana se félicite de la contribution importante que la résolution 2417 (2018) apporte en reconnaissant les liens qui existent entre les conflits et la faim. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires et améliorer le respect, au niveau mondial, des normes relatives au droit des populations à l'alimentation, que ce soit en période de conflit ou non, et pour intégrer les objectifs de consolidation de la paix dans la création de

systèmes alimentaires résilients, en tenant compte des objectifs de sécurité alimentaire dans les programmes et activités de consolidation de la paix.

Alors que nous célébrons ce mois-ci le quatrième anniversaire de l'adoption par le Conseil de la résolution 2417 (2018), les événements en cours dans le monde continuent d'être un rappel brutal et douloureux des liens dévastateurs entre les conflits armés, la faim et la sécurité alimentaire. Bien que la crise d'insécurité alimentaire mondiale actuelle soit antérieure à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la guerre a clairement mis en évidence l'interconnexion et la fragilité des systèmes alimentaires mondiaux, et a eu de lourdes conséquences sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, en particulier pour les pays et les populations vulnérables.

La crise alimentaire à laquelle des millions de citoyens du monde sont confrontés aujourd'hui, notamment en Afrique, continent le plus durement touché, est telle que nous ne pouvons pas attendre que tous les États trouvent une solution parfaite. Nous avons besoin de mesures ciblées qui appuient les efforts déployés par les pays en développement, telles que la Position commune africaine pour des systèmes alimentaires durables. Ces mesures doivent être axées sur le renforcement de la résilience des économies et des systèmes alimentaires.

L'ampleur et l'efficacité de l'action menée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour combler le déficit de financement en Afrique en réponse à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment par des mécanismes d'aide accélérée, des financements d'urgence et l'émission par le FMI de droits de tirage spéciaux, constituent un modèle pour faire face aux pénuries à court terme et accroître la résilience. Il faut également que les parties au conflit prennent des mesures pour faciliter l'acheminement des denrées alimentaires et des engrais par les ports de la mer Noire et les autres voies de transport, et nous appelons les pays qui sont en mesure d'agir à le faire dans l'intérêt de la coopération internationale et des valeurs de l'ONU.

Nous constatons avec satisfaction que les pôles humanitaires mondiaux, tels que la Cité humanitaire internationale de Dubaï, et les pôles humanitaires régionaux, comme celui d'Accra, peuvent jouer un rôle pour répondre aux besoins humanitaires en fonction des disponibilités alimentaires. La communauté humanitaire internationale doit consolider ses mécanismes de coordination nationale et régionale en matière de

programmes et d'interventions pour faire face aux crises humanitaires, et aligner ses interventions sur les plans d'action nationaux et régionaux. En outre, les principaux donateurs doivent coopérer pour débloquer des fonds de manière à mettre fin aux cloisonnements et afin de faciliter une action intégrée, et également en évitant de privilégier la distribution d'une aide alimentaire aux communautés vulnérables au détriment d'une approche durable consistant à les aider à reconstruire leurs systèmes alimentaires.

En conclusion, je voudrais souligner que le Ghana est prêt à s'associer à tout effort visant à lever les restrictions à l'exportation des excédents de céréales, à assurer l'approvisionnement en céréales de certaines parties de l'Europe de l'Est, où le conflit actuel fait rage, à relancer le transport maritime mondial en accordant la priorité à la fourniture de denrées alimentaires, et à faire en sorte que les pays qui sont confrontés à cette tempête parfaite qu'est la pandémie et la guerre disposent de ressources suffisantes pour acheter des céréales et des produits alimentaires. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter la famine et la mort, où que ce soit, et pour rétablir la stabilité économique et financière dans l'intérêt de tous nos peuples.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères du Kenya.

M^{me} Omamo (Kenya) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président et Secrétaire d'État, de la compétence avec laquelle les États-Unis dirigent les travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir invitée à participer à ce débat public important. Je vous remercie également, au nom de ma délégation, d'avoir dirigé des conversations instructives sur le sujet important de la sécurité alimentaire au cours des deux derniers jours. Il faut du courage pour diriger, et nous vous en remercions. Je remercie également le Secrétaire général et les autres intervenants de leurs observations éclairantes. Je salue en particulier Sara Menker, que j'ai rencontrée au Kenya, et je lui dis : *asante shukran*.

Au cours de l'histoire, une hausse marquée et rapide des prix des denrées alimentaires a souvent été à l'origine de troubles sociaux, de l'instabilité politique et de conflits violents. Aujourd'hui même, le prix du pain dans de nombreux pays est un indicateur fiable de la montée des tensions politiques. Le fait que nous abordions ce sujet au Conseil de sécurité est une preuve que la récente hausse de l'insécurité alimentaire pourrait aggraver les menaces à la paix et à la sécurité internationales.

Les faits sont pour le moins alarmants. Dans la Corne de l'Afrique, une sécheresse extrême pourrait cette année exposer à la faim jusqu'à 20 millions de personnes, dont une grande partie seront des femmes et des enfants. Cette situation d'urgence complique plus encore la tâche de rétablir et pérenniser la paix. Elle rend des populations entières dépendantes de l'aide alimentaire, et elle fait maintenant partie des dynamiques de conflit dans notre région alors que les militants et les belligérants exploitent la situation pour renforcer leur contrôle et leur accès au financement.

Il existe un lien étroit entre les pénuries alimentaires au Yémen, en Afghanistan, au Sahel et dans certaines parties de la Corne de l'Afrique, et l'instabilité liée aux conflits. En Somalie, les Chabab, un groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, ont provoqué le déplacement de près de 30 000 personnes de 42 villages rien que l'année dernière. Ils ont imposé des blocus dans diverses villes de la région de Bakool, causant des pénuries de vivres et de produits essentiels depuis le début de 2021. L'utilisation de la nourriture comme arme devrait être une source de préoccupation pour nous tous au Conseil de sécurité.

Dernièrement, la guerre en Ukraine a causé des perturbations sans précédent de l'approvisionnement alimentaire et énergétique mondial. L'Ukraine et la Russie étant des producteurs importants de blé, d'huile de tournesol et d'orge, ainsi que d'engrais, les perturbations causées par le conflit ont provoqué une hausse considérable des prix des denrées alimentaires.

Nous exprimons notre sympathie au peuple ukrainien, et nous comprenons sa souffrance, qui est réelle et profondément regrettable. Mais nous tenons également à souligner que cette guerre fait beaucoup d'autres victimes dans le monde entier.

Dans ce contexte, le Kenya remercie le Secrétaire général d'avoir pris l'initiative de créer le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Ses recommandations constituent un point de départ utile en vue de décider des mesures que nous devons prendre immédiatement pour faire face aux pressions imminentes, en particulier en Afrique et dans les pays en développement. Néanmoins, nous ne devons pas nous contenter de prendre des mesures à court terme dans l'espoir d'un retour au statu quo. Celui-ci, avant même que la guerre éclate en Ukraine, était caractérisé par des famines de plus en plus nombreuses et prolongées. Le statu quo doit être inacceptable pour nous tous. Nous devons nous empresser de le combattre en nous appuyant

sur la coopération et un multilatéralisme nouveau qui se concentre sur les plus faibles de nos peuples et améliore leur sort.

Nous devons tirer les enseignements nécessaires de la maladie à coronavirus (COVID-19) et de la pandémie qu'elle a provoquée dans le monde entier, et nous devons retenir que les capacités de fabrication et la production doivent être réparties dans différentes régions.

De la même manière que la pandémie nous invite à procéder à des changements fondamentaux, cette crise alimentaire nous pousse à rechercher des solutions plus audacieuses. Un des changements les moins reconnus et les plus importants qui sont en train de se produire devrait instruire ce débat, à savoir l'impact de la croissance démographique en Afrique et dans le monde développé. On prévoit avec une certitude croissante que la population de l'Afrique pourrait atteindre 2,5 milliards de personnes d'ici à 2050. Cette population quittera les zones rurales pour vivre en milieu urbain, faisant diminuer le nombre d'agriculteurs en Afrique et, partant, la production alimentaire. La capacité de fournir à cette population considérable des aliments abordables, des emplois décents, la sécurité et d'autres biens publics signifie que l'Afrique doit avoir des États compétents, qui seront en mesure d'apporter de la valeur à leurs citoyens. Ainsi, tout en luttant contre l'insécurité alimentaire, nous devons combler le déficit de capacités en Afrique. Nous devons bâtir des États solides dotés de compétences solides.

Sachant cela, S. E. le Président Uhuru Kenyatta a fait de la sécurité alimentaire un des thèmes de son programme intitulé « Big Four Agenda » pour son second mandat. Cela a permis d'augmenter les investissements dans le secteur agricole, de subventionner l'achat d'engrais par les petits exploitants agricoles et de s'atteler à augmenter les revenus des agriculteurs en améliorant leurs liens avec le marché, grâce à l'utilisation des plateformes informatiques.

Nous devons faire beaucoup plus, au Kenya et dans le monde entier, y compris en Afrique, pour veiller à ce que l'insécurité alimentaire ne finisse pas par menacer notre existence à tous. Le manque d'ambition, d'innovation et de courage, voilà ce qui nous empêchera de trouver des solutions aux multiples crises qui s'accroissent dans le monde.

C'est pour cette raison que nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir tous les délégués présents à la deuxième Conférence des Nations Unies visant à

appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14, que le Kenya coorganisera avec le Portugal en juin de cette année. Cette conférence nous donnera l'occasion d'exploiter les bienfaits des océans et de les intégrer à un avenir alimentaire durable et équitable. Nous devons utiliser toute la nourriture dont dispose l'humanité. Nous devons utiliser nos océans et nos terres de manière à en augmenter la productivité dans l'intérêt de nos citoyens.

Pour terminer, je vais faire quelques propositions visant, comme je l'ai dit, à mener une action commune tournée vers le changement, le multilatéralisme et la coopération afin que nous devenions la génération qui, durant une période comme celle que nous vivons, a répondu à un appel à l'action historique.

Premièrement, nous devons faire évoluer la position de l'Afrique au sein du système commercial mondial. Nous ne pouvons plus nous contenter d'être une source de minerais bruts et de cultures commerciales, tout en important des vivres pour nourrir la population qui connaît la plus forte croissance au monde. Nous devons moderniser nos systèmes agricoles, non seulement pour les grandes exploitations agricoles, mais également pour les petits exploitants ruraux et pauvres. L'Afrique doit dépasser le stade de l'agriculture pluviale. Nous devons construire des usines d'engrais, de semences et de pesticides. Nous devons ouvrir des instituts de recherche. Nous devons être en mesure de fournir à nos agriculteurs les connaissances, les données et la volonté d'investir dans l'agriculture.

Cela consiste en grande partie à faire en sorte que, en plus de répondre à la demande intérieure, les marchés agricoles d'Europe et d'autres régions plus riches ouvrent leurs portes aux produits alimentaires africains. Il faut éliminer les tarifs douaniers inutiles.

Les pays qui sont les principaux actionnaires des institutions financières internationales doivent promouvoir avec insistance un changement fondamental des modalités du financement pour permettre la transformation des systèmes agricoles et alimentaires. Cela doit englober le financement de l'action climatique, en mettant l'accent sur l'adaptation, afin d'aider ceux qui subissent constamment des chocs climatiques.

Deuxièmement, il est essentiel de jeter un pont entre l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix. L'aide alimentaire à long terme doit intégrer activement les stratégies de consolidation de la paix en donnant la priorité aux questions indissociables que

sont l'action humanitaire, le développement et la paix. Pour améliorer notre réponse aux besoins en matière de sécurité alimentaire, il est fondamental de renforcer la coopération et la coordination entre les acteurs de l'aide humanitaire, de la coopération au service du développement et de la consolidation de la paix. De surcroît, le Conseil de sécurité doit exiger de toutes les parties à un conflit armé qu'elles se conforment à leurs obligations relevant du droit international humanitaire, en ayant constamment soin d'épargner les objets civils, notamment les objets nécessaires à la production et à la distribution de nourriture, et en levant les embargos et les blocus qui empêchent la circulation des vivres.

Troisièmement, les dispositifs et moyens locaux de réaction aux crises alimentaires et aux conflits doivent être mieux compris et intégrés dans les opérations de secours et les stratégies nationales d'intervention.

Quatrièmement, il faut que la communauté internationale s'unisse pour défendre le principe d'ouverture des marchés, étant entendu que l'insécurité alimentaire est un problème transnational.

Cinquièmement, il est encore plus crucial de mettre en place des mécanismes d'urgence mondiaux qui permettent une restructuration de la dette, un ajournement du remboursement de la dette et la fourniture d'une aide alimentaire, et de faire fond sur ceux qui existent, étant donné que les approches traditionnelles doivent non seulement répondre comme il convient aux chocs alimentaires mondiaux extrêmes, mais aussi consolider les pays et améliorer leur résilience.

Il faut de notre part une action collective et une collaboration objective pour rompre le lien entre les conflits et la faim et exploiter le potentiel de la sécurité alimentaire comme facteur de paix. Nous devons donc veiller à l'application de la résolution 2417 (2018), car nos aspirations au développement, à la sécurité et au progrès humain reposent sur la réalisation de la sécurité alimentaire pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Gabon.

M. Adamo (Gabon) : Je vous félicite, Monsieur le Président, pour l'initiative de cet important débat sur le lien entre les conflits et la sécurité alimentaire, une problématique qui se pose avec acuité au regard de l'urgence à laquelle se trouvent confrontés de nombreux pays en proie aux conflits armés. Je remercie le Secrétaire général pour son intervention édifiante

et je salue son engagement dans la lutte contre la faim et l'insécurité dans le monde. Je remercie également M. Beasley, M. Qu Dongyu et M^{me} Menker pour leurs exposés respectifs.

En adoptant, le 24 mai 2018, la résolution 2417 (2018) à l'unanimité de ses membres, le Conseil de sécurité a reconnu l'étroitesse du lien entre les conflits armés en tant que facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire dans le monde. En effet, des millions de personnes ont un accès difficile aux produits alimentaires de base, et plus de la moitié d'entre elles vit dans un pays en guerre. L'accès à la nourriture est entravé par les combats, qui engendrent la faim et les maladies inhérentes à la malnutrition.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les pays en guerre sont six fois plus menacés par des famines, et 23 foyers de famine sont répertoriés dans le monde. Les déplacements massifs de personnes, qu'ils découlent directement des combats ou des conséquences des destructions qu'ils entraînent, sont autant de facteurs qui favorisent l'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, en période de conflit armé, les infrastructures civiles sont souvent prises pour cibles, et les répercussions importantes qui en résultent sur la fourniture de services publics et les capacités de production agricole, de transformation ou de transport amplifient les crises alimentaires. En outre, dans certains cas, la faim est utilisée comme une arme de guerre. Il n'est pas rare que les parties au conflit détruisent délibérément les magasins d'alimentation, brûlent les champs, détruisent les infrastructures de production et de commercialisation des denrées alimentaires, bloquent les routes commerciales, entravent les activités portuaires, empoisonnent des puits, détruisent des champs ou des réserves de semences. Par conséquent, les personnes déplacées, qui fuient les zones de combat, se trouvent généralement confrontées à l'incapacité d'accéder à des sources de subsistance.

Ces dernières années, le changement climatique et plus récemment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont aggravé la situation de nombreux pays en situation de conflit, en complexifiant encore plus la nature des défis sur le terrain. Ces deux facteurs ont mis en évidence la nécessité d'une plus grande coordination internationale de la riposte face aux défis de nature globale. La faim dans le monde est un de ces défis parce qu'elle exacerbe les fragilités des États.

Si le lien entre les conflits et la faim est aujourd'hui au cœur des priorités de l'agenda international et concentre l'attention de la communauté internationale sous l'effet de la guerre en Ukraine, c'est parce que ses conséquences menacent la sécurité alimentaire mondiale et exacerbent la situation des régions telles que le Sahel qui font face des défis alimentaires récurrents.

La dynamique de mobilisation autour de la guerre en Ukraine et l'élan de solidarité suscité peuvent être des catalyseurs pour envisager les moyens de prévenir, de faire face ou de réduire les effets induits des conflits armés sur la sécurité alimentaire dans le monde. L'implication plus résolue de la communauté internationale est indispensable pour mettre fin à cet engrenage et prévenir l'émergence de nouveaux foyers de famine.

Au-delà de la dynamique conjoncturelle, il est important de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de consolider les mécanismes existants de prévention et de consolidation post-conflit. De même, la prévention et la résolution des conflits doivent pouvoir intégrer de manière absolue la gestion des crises alimentaires dans leur déploiement, conformément aux dispositions de la résolution 2217 (2015), sur la faim et la sécurité, de la résolution 2573 (2021), sur la protection des infrastructures civiles essentielles en temps de conflit, ou encore de la résolution 2417 (2018), qui engage les parties au conflit à ne pas entraver le bon fonctionnement des systèmes alimentaires et des marchés en situation précitée.

Ces mécanismes offrent sans aucun doute un cadre idéal favorisant la sanctuarisation des stocks de sécurité des denrées alimentaires, en offrant notamment une assistance technique aux pays considérés comme fragiles, aussi bien dans les domaines du stockage des réserves que dans les technologies adéquates. Il va de soi que le respect du droit international humanitaire et des résolutions susmentionnées, et en particulier de la résolution 2417 (2018) relative à la protection des biens et produits indispensables à la survie des populations civiles, est indispensable.

C'est le lieu de rappeler que les États sont tenus de permettre un accès libre et sans entrave des personnels humanitaires pour l'acheminement de l'aide humanitaire toutes les fois qu'elle est nécessaire pour répondre aux besoins alimentaires urgents, et ce, sans restriction ni politisation.

Mon pays se réjouit de la mise en place du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, destiné à soutenir les pays vulnérables face à la portée et à l'ampleur potentielles des conséquences de la guerre ainsi qu'aux impacts continus de la pandémie de COVID-19. Dans cet élan, des actions sociospécifiques doivent être envisagées dans le cadre des réponses multilatérales, en connexion avec les organismes et des agences spécialisées des Nations Unies, les institutions financières et les organisations régionales. Elles peuvent constituer une réponse efficace pour combattre les effets des conflits sur l'alimentation.

Nous soutenons l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial et la condamnation du ciblage des infrastructures de production de denrées alimentaires ainsi que des restrictions à l'accès humanitaire.

Pour terminer, nous appelons la communauté internationale à approfondir la réflexion sur la responsabilisation et la reddition des comptes pour les crimes de famine. Il va de soi que la faim et ses ravages sur le plan sanitaire et social, sont aussi dévastatrices et déshumanisantes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie.

M^{me} Xhaçka (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, M. Blinken, de votre présence aujourd'hui au Conseil de sécurité, et de votre direction de nos travaux sur cette question cruciale. Je remercie également les intervenants de leurs exposés éclairants.

Hier, nous avons eu une discussion importante à l'occasion du lancement de l'appel à l'action relatif à la feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale, auquel l'Albanie a été heureuse de s'associer. Nous apprécions vivement votre contribution personnelle, M. Blinken, et le rôle directeur assumé par les États-Unis pour attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les facteurs de l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Les conflits d'aujourd'hui, les crises prolongées et la récurrence de l'insécurité alimentaire chronique sont plus complexes et durent plus longtemps. Il est indéniable que les conflits constituent maintenant la principale cause de la faim et de l'insécurité alimentaire. Comme nous l'avons entendu durant le débat d'hier, ainsi que ce matin, le nombre de personnes qui souffrent de la faim

dans le monde et qui vivent dans l'insécurité alimentaire augmente depuis 2014. Dans les pays touchés par des conflits, les civils continuent d'être attaqués, tués et déplacés de force. La destruction des infrastructures civiles et d'autres biens indispensables à la survie de la population civile réduit considérablement la capacité de produire des aliments et les moyens de subsistance. Les conflits contribuent à creuser les inégalités existantes, tandis que deux années de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en plus des changements climatiques, ont aggravé une situation qui était déjà difficile. Près de 193 millions de personnes dans 53 pays sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une aide de toute urgence. Au Yémen, en Syrie, en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, en Haïti et ailleurs, des millions de personnes ont besoin de nourriture. Des millions de personnes ne savent pas d'où viendra leur prochain repas.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine ne fait qu'exacerber une situation d'insécurité alimentaire déjà grave partout dans le monde. Le blocus et la destruction des ports essentiels de la mer Noire et d'autres infrastructures perturbent l'approvisionnement en denrées alimentaires et en intrants agricoles essentiels qui sont indispensables à la sécurité alimentaire mondiale. Il y a des denrées alimentaires en Ukraine, mais elles ne peuvent pas sortir du pays. Cette situation est inacceptable et doit cesser. Les graves perturbations de la production et du commerce et la flambée des prix des denrées alimentaires, du carburant, des engrais et de l'énergie dans le monde causées par la guerre aggravent les inégalités existantes dans les régions touchées, mettent en péril la sécurité alimentaire, exacerbent les crises humanitaires existantes et font tomber davantage de personnes dans la pauvreté. La guerre en Ukraine risque de plonger dans la pauvreté et la famine au moins 40 millions de personnes supplémentaires, et menace la sécurité alimentaire mondiale future. C'est la triste réalité et c'est la vérité.

En adoptant la résolution 2417 (2018), le Conseil de sécurité a reconnu que la faim et les conflits s'alimentent mutuellement et constituent un cercle vicieux, et a souligné qu'affamer les civils comme méthode de guerre pouvait constituer un crime de guerre. La résolution est un appel à l'action basé sur des principes humanitaires. Elle exige le respect des dispositions du droit international humanitaire et demande que les auteurs de violations de ces dispositions répondent de leurs actes. Elle souligne également l'importance et la nécessité de l'accès humanitaire. Nous avons les instruments et nous

devons les utiliser. Nous plaçons pour que le Conseil de sécurité joue un rôle plus actif dans l'examen et le traitement de la faim induite par les conflits. L'alerte rapide et l'action rapide sont des mesures de prévention. Pour prévenir la faim induite par les conflits, toutes les parties aux conflits doivent respecter le droit international humanitaire. L'action humanitaire et le respect du droit international humanitaire ne peuvent qu'atténuer les conséquences d'un conflit sur les systèmes alimentaires, et c'est pourquoi il est urgent de trouver des solutions politiques pour mettre un terme aux conflits.

Pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde, il faut mener une action multilatérale urgente, en mettant l'accent sur plusieurs aspects importants. Premièrement, nous devons nous attaquer aux causes des crises alimentaires et nutritionnelles, ainsi qu'aux problèmes humanitaires, structurels et de développement de longue date qui fragilisent les systèmes alimentaires. Nous devons ensuite renforcer la viabilité de ces systèmes.

Deuxièmement, il faut mener une action coordonnée et multisectorielle au moyen d'initiatives de développement, d'aide humanitaire et de paix afin de réduire le risque de conflit futur.

Troisièmement, les actions menées par le système des Nations Unies et les institutions financières internationales doivent donner lieu à des investissements dans des systèmes alimentaires durables et en matière d'égalité des sexes. Le financement de la sécurité alimentaire est un élément important.

Quatrièmement, nous avons besoin de meilleures données, communiquées en temps utile. Le Conseil de sécurité est bien placé pour exiger et obtenir des rapports et des données en temps voulu sur les situations d'insécurité alimentaire et pour agir à cet égard. Dans ce contexte, l'Albanie appuie la création d'un poste d'envoyé spécial des Nations Unies ou de point focal en vue de l'application de la résolution 2417 (2018).

Personne ne doit souffrir de la faim si nous pouvons l'éviter. Si nous voulons éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire, nous devons tous agir dès maintenant pour prévenir les conflits et y mettre un terme en choisissant la paix et le développement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre mexicain de l'agriculture et du développement rural.

M. Villalobos Arámbula (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique remercie les États-Unis, qui assument la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci, d'avoir organisé ce débat public, qui nous permet de souligner le lien important qui existe entre les conflits et la sécurité alimentaire. Nous nous félicitons en outre des exposés et de la présence parmi nous du Secrétaire général, ainsi que du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de M^{me} Sara Menker, en sa qualité de représentante de la société civile. Je remercie M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, pour avoir fait référence à l'un des programmes sociaux de mon pays concernant la fourniture d'engrais aux petits producteurs de maïs au Mexique. En effet, les petits producteurs, femmes et hommes, ont doublé leur récolte grâce à l'engrais produit au Mexique. Le travail conjoint et coordonné de ces organismes est indispensable pour aborder et atténuer efficacement les répercussions croissantes de la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

Si les causes de l'insécurité alimentaire sont multidimensionnelles, il est indéniable que les conflits armés, dont la majorité figurent à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, sont un facteur déterminant qui entraîne ou aggrave cette insécurité, et c'est la population civile qui en subit injustement les conséquences. Les exemples ne manquent malheureusement pas, en Afrique, au Moyen-Orient et, plus récemment, en Ukraine.

Il est inacceptable que dans un monde qui connaît l'abondance matérielle et est riche en ressources naturelles, des sommes considérables soient consacrées à des dépenses superflues ou en tout cas non essentielles, alors que 193 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire dans 53 pays. Parmi ces personnes, 100 millions se trouvent dans cette situation malheureuse à la suite d'un conflit armé. Nous pouvons citer quelques exemples précis, comme dans la Corne de l'Afrique, où 15 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, plus de 27 millions de personnes vivent dans une insécurité alimentaire grave et les taux de malnutrition infantile sont alarmants. En Syrie, le nombre de personnes qui souffrent de la faim a augmenté depuis 2018 et représente désormais près de 60 % de la population. Dans notre région d'Amérique latine et des Caraïbes, le cas le plus grave est celui d'Haïti. En effet, la moitié de la population de ce pays a besoin d'une aide

alimentaire et plus d'un million de personnes vivent dans l'extrême pauvreté.

Il est également important de reconnaître que malgré des initiatives spécifiques de production et de distribution de produits alimentaires, telles que celles du Programme alimentaire mondial et de la FAO, ces efforts n'aboutissent pas parfois faute de ressources économiques et d'intrants, ou en raison de l'impact des parasites et des maladies, ou encore à cause de l'augmentation des prix des aliments, de l'énergie et des matières premières. D'autres phénomènes, comme les changements climatiques, la baisse de la fertilité des sols, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ou les pénuries d'eau dans l'agriculture ont des incidences considérables sur la production et la distribution des denrées alimentaires. Il est donc impératif de reconnaître que les systèmes alimentaires mondiaux sont interdépendants. Comme nous avons pu le constater, un conflit armé qui sévit dans une région perturbe tôt ou tard le système alimentaire dans son ensemble. De ce fait, il est important de trouver d'autres solutions qui ne mettent pas en péril la sécurité alimentaire mondiale.

Le Conseil de sécurité dispose d'outils permettant de relever ces défis, même si le chemin à parcourir pour les mettre pleinement en œuvre est encore long. La résolution 2417 (2018), adoptée en 2018, a représenté une étape importante vers la reconnaissance des liens de causalité entre les conflits armés et les famines. L'insécurité alimentaire est une question centrale du programme international de la paix et de la sécurité, qui appelle notre attention immédiate et soutenue. L'élimination de la faim et de la malnutrition, le règlement des crises humanitaires prolongées, la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix ne sont pas des tâches distinctes, mais peut-être des aspects complémentaires d'un même défi. La déclaration du Président S/PRST/2017/14 a également reconnu l'intérêt et la nécessité pour le Conseil d'être alerté par le Secrétaire général lorsqu'il existe un risque de famine dans des zones touchées par un conflit. À cet égard, aujourd'hui, le Mexique appelle une fois encore, en tant que membre élu du Conseil, au respect des dispositions des résolutions pertinentes qui ont été adoptées.

Je tiens à souligner l'importance des dispositifs d'alerte rapide dont dispose le système des Nations Unies. Les organismes humanitaires et de développement doivent pouvoir repérer et prévenir les situations susceptibles de provoquer une famine,

avec ses conséquences sur la paix et la sécurité internationales. De même, il convient de prévoir des exceptions humanitaires pour faciliter les travaux de ces organismes dans des circonstances conjoncturelles. Pour mettre fin à l'insécurité alimentaire dans les situations de conflit, nous devons réorienter nos ressources et nos priorités. Au lieu d'augmenter les dépenses dans les armes qui prolongent ces conflits ou qui détruisent la vie humaine, animale et végétale, affectons nos ressources à l'action humanitaire et, en priorité, à la lutte contre les causes profondes des conflits, comme l'a proposé le Président de mon pays au Conseil en novembre dernier (voir S/PV.8909).

Pour terminer, le Mexique s'engage expressément à s'associer à tous les pays dont l'objectif est d'empêcher que des personnes ne souffrent de la faim ou n'en meurent dans un monde qui dispose des moyens et des capacités nécessaires pour éviter ce scénario.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre du développement international de la Norvège.

M^{me} Tvinnereim (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire d'État Blinken d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui. Je tiens également à remercier le Secrétaire général Guterres, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), M. Beasley, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Qu Dongyu, et la Directrice générale de Gro Intelligence, M^{me} Sara Menker de leurs exposés qui n'incitent guère à l'optimisme.

Imaginons que 70 % de la population d'un pays ait besoin d'une aide alimentaire, je répète, 70 %. Telle est la réalité au Soudan du Sud. Au cours d'une récente visite que j'ai effectuée dans le pays, j'ai pu constater par moi-même les effets dévastateurs des conflits sur la sécurité alimentaire. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres des effets catastrophiques qu'ont les conflits sur des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Dans le même temps, la crise climatique s'accroît, nuisant aux moyens de subsistance et multipliant les risques de reprise des conflits.

En adoptant la résolution 2417 (2018), le Conseil a reconnu que nous devons briser le cercle vicieux des conflits armés et de la faim, et que nous, la communauté internationale, sommes déterminés à éliminer toutes les formes de faim et de malnutrition d'ici à 2030. Pourtant, la Fédération de Russie, membre permanent du Conseil

de sécurité, a lancé une guerre illégale contre un autre pays indépendant. Cette agression non provoquée constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Il s'agit également d'une attaque contre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'invasion a exacerbé une situation en matière de sécurité alimentaire mondiale qui était déjà tendue. C'est la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine, et non les sanctions ciblées contre l'État agresseur, qui est à l'origine de la forte hausse des prix alimentaires mondiaux et de l'insécurité alimentaire. La façon dont la guerre est menée est contraire au droit international humanitaire. L'obligation de ne pas attaquer les civils ou les biens de caractère civil nécessaires à la production de denrées n'est pas facultative, pas plus que l'obligation de faciliter un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave aux personnes qui en ont besoin. Nous sommes consternés par les informations selon lesquelles la famine est utilisée comme méthode de guerre. Les auteurs de ces crimes doivent en répondre.

Les perturbations des marchés alimentaires et la hausse des prix sont susceptibles de déclencher des troubles et des conflits. Le Conseil de sécurité a un rôle préventif clair à jouer, conformément à la résolution 2417 (2018). Pour éliminer la faim, nous devons nous efforcer, par tous les moyens possibles, de prévenir et de régler les conflits armés, conformément au mandat du Conseil, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. La semaine dernière, la FAO et le PAM ont présenté conjointement un rapport sur les crises alimentaires. Ce rapport dresse un sombre tableau. La grave situation en matière de sécurité alimentaire mondiale devrait encore se détériorer. Cependant, nous voyons également que la production agricole peut considérablement atténuer le besoin d'aide humanitaire, même pendant un conflit, et cela me donne de l'espoir. Outre nos efforts humanitaires, nous devons augmenter nos investissements dans la production alimentaire et la résilience, tant dans les zones de conflit qu'en dehors de ces zones.

Je considère les petits producteurs alimentaires comme l'épine dorsale de nos systèmes alimentaires dans tous les pays. Je crois en leur capacité de travailler la terre et d'utiliser les ressources de manière durable, tout en approvisionnant les marchés locaux et régionaux en denrées alimentaires. J'ai moi-même grandi dans une petite exploitation agricole. Les petits exploitants agricoles sont vraiment des partenaires indispensables à notre survie collective. Nous avons besoin d'interventions ciblées pour leur fournir les

graines et les engrais dont ils ont besoin, ainsi que les outils qui leur permettront de faire face aux menaces auxquelles ils peuvent être confrontés, telles que les conflits, les changements climatiques ou d'autres crises. Les femmes et les filles ont un rôle particulier à jouer dans ce contexte. Nous sommes des productrices alimentaires, des commerçantes, des consommatrices, des décideuses et des négociatrices. La protection des femmes et des filles contre la violence, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre, est essentielle pour éliminer la faim. Dans de nombreux ménages, l'insécurité alimentaire et la pauvreté règnent lorsque les femmes sont malmenées.

Le nombre de personnes au bord de la famine ne nous laisse guère d'autre choix que de nous mobiliser maintenant. La Norvège investira dans des systèmes alimentaires résilients, et je suis certaine que de nombreux autres donateurs feront de même. Nous devons écouter les voix et les solutions africaines. J'ai beaucoup appris des informations que nous a fournies le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur la sécurité alimentaire et les conflits en Afrique. Il m'est agréable de constater que le secteur privé commence à prendre conscience de l'intérêt d'investir dans l'agriculture. En outre, le secteur agricole a besoin de la prévisibilité des gouvernements, de l'efficacité des organismes des Nations Unies et de la participation constructive de la société civile. La guerre en Ukraine a également mis en évidence la dépendance chronique de l'Afrique à l'égard des importations alimentaires. Cela fait planer le spectre d'une famine à grande échelle sur un continent qui est tributaire des importations alimentaires pour se nourrir. Il est plus que jamais temps d'augmenter considérablement la production alimentaire en Afrique.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à m'associer aux autres orateurs pour féliciter les États-Unis et le Secrétaire d'État Blinken d'avoir attiré l'attention du Conseil de sécurité sur l'insécurité alimentaire en cette période cruciale. La crise d'insécurité alimentaire mondiale est en effet intenable, et nous devons unir nos forces pour relever les défis croissants en matière d'approvisionnement et de distribution. Je remercie également le Secrétaire général et les autres intervenants de leurs précieux éclairages. J'ai été particulièrement frappée par les informations communiquées par M^{me} Sara Menker, qui a clairement alerté le Conseil sur le fait que nous sommes tous au bord du gouffre. Comme elle l'a également dit, nous avons tous besoin les uns des autres pour surmonter cette crise, et aucune nation ne peut y parvenir seule. Notre système agricole est véritablement mondial.

En tant que pays qui importe 90 % de sa nourriture, les Émirats arabes unis considèrent la sécurité alimentaire comme une priorité absolue, tant pour eux-mêmes que pour l'ensemble de la région. Nous sommes profondément préoccupés par l'augmentation alarmante de l'insécurité alimentaire mondiale, provoquée ou exacerbée par les conflits, les changements climatiques et la maladie à coronavirus (COVID-19). Comme le réaffirmait l'Appel à l'action lancé hier, nous devons agir de toute urgence, à grande échelle et de concert avec les autres acteurs internationaux. Aucun pays n'est à l'abri de ces chocs. Hier, nous avons écouté les dirigeants africains décrire comment, du Caire au Cap, l'Afrique est confrontée à une grave pénurie alimentaire qui va mettre en péril sa stabilité, sa sécurité et son développement durable. De surcroît, nous avons tous entendu le Secrétaire général Guterres tirer la sonnette d'alarme aujourd'hui. La hausse des prix des denrées alimentaires, pouvant atteindre 30 %, menace les communautés d'Afrique et du Moyen-Orient.

Les données émanant du Programme alimentaire mondial (PAM) montrent qu'avant le début du conflit en Ukraine, quelque 276 millions de personnes étaient déjà en proie à une faim aiguë dans le monde, et le PAM prévoit aujourd'hui que ce chiffre pourrait passer à 323 millions cette année. Nous ne pouvons faire fi des répercussions dévastatrices de cette situation, sur les enfants en particulier. Selon l'UNICEF, au moins 13,6 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë sévère, qui cause un décès sur cinq dans cette tranche d'âge. Cette situation est tout simplement intenable et moralement inconcevable au regard des 430 000 milliards de dollars de richesse que détient la planète aujourd'hui.

L'indice des prix des produits alimentaires de l'ONU a également atteint un niveau record cette année, avec des répercussions sur les gouvernements, les agriculteurs et des dizaines de millions de personnes parmi les plus vulnérables du monde. La hausse des prix des engrais compromet déjà les futures semences, jetant les bases d'une crise prolongée de la sécurité alimentaire. Les risques de migrations nationales et internationales à grande échelle, de criminalité, de traite des personnes et d'exploitation sexuelle, de troubles intérieurs, voire de conflits, continueront d'augmenter tant que cette question ne sera pas réglée de toute urgence à l'échelle mondiale. Le Conseil a un rôle crucial à jouer dans la prise en compte des liens existant entre l'insécurité alimentaire et les conflits, et nous voudrions mettre en évidence trois mesures que le Conseil pourrait prendre et qui s'appuient sur la résolution 2417 (2018), adoptée à l'unanimité il y a quatre ans.

Premièrement, nous savons que l'insécurité alimentaire est à la fois une cause profonde et un accélérateur de conflits et qu'elle a des conséquences disproportionnées sur les personnes qui vivent déjà dans des situations fragiles ou dans des zones de conflit. Dans ce contexte, nous exhortons à continuer d'appeler activement au plein respect du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne l'acheminement rapide et sans entrave d'une aide humanitaire impartiale à toutes les personnes qui en ont besoin, ainsi que la protection des biens de caractère civil indispensables pour garantir aux civils un accès suffisant aux denrées alimentaires. En outre, nous devons continuer de veiller à ce que les sanctions prévoient les dérogations nécessaires pour les denrées alimentaires et les intrants agricoles essentiels aux communautés, n'aient aucune incidence sur la libre circulation des produits de base, et n'empêchent pas l'acheminement d'une aide humanitaire impartiale aux personnes dans le besoin.

Deuxièmement, le Conseil doit donner suite aux nombreux appels qu'il a lancés en faveur de la mise en place de stratégies d'atténuation des risques dans le contexte des changements climatiques et d'autres multiplicateurs de menaces. L'année dernière, les Émirats arabes unis ont été fiers de lancer, aux côtés des États-Unis et d'autres pays, la Mission d'innovation agricole pour le climat. Nombre de ces stratégies dépendent en définitive du financement public international des systèmes d'alimentation, d'approvisionnement en eau et de protection sociale dans les pays fragiles. Malgré la rentabilité avérée de ces investissements, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) signale que les pays très fragiles ne reçoivent que 2 dollars par habitant au titre du financement de l'action climatique. Il faut rectifier le tir, ce qui contribuerait grandement à la sécurité alimentaire et à la prévention des conflits, et l'approbation normative par le Conseil des investissements ciblant les contextes fragiles serait un signal important pour l'attribution future des ressources.

De la même manière que le Groupe des Sept travaille sur des mesures de transition énergétique destinées aux pays consommateurs de charbon, il serait opportun qu'un groupe de travail multilatéral, peut-être facilité par le Secrétaire général, réfléchisse à des mesures d'adaptation aux changements climatiques applicables dans les pays fragiles et vulnérables. Il sera primordial de recenser et de financer les projets et politiques qui, pour chaque pays concerné, sont susceptibles de prévenir l'insécurité alimentaire.

Troisièmement, le Conseil doit continuer d'appeler l'attention sur les aspects de l'insécurité alimentaire liés au genre et à l'âge et d'être informé à ce sujet. Cela peut nous permettre d'améliorer notre action, d'accroître l'efficacité de nos mesures et d'aider les personnes touchées de manière plus disproportionnée. En outre, nous avons besoin d'un partenariat public-privé digne de ce nom qui vise à garantir l'inclusion et la participation pleines et véritables des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, au renforcement de la sécurité alimentaire. Les femmes jouent un rôle critique pour le bien-être et la résilience de tous les membres de la société, en particulier pendant les efforts de stabilisation et pour assurer un relèvement durable après un conflit.

Le niveau mondial de l'insécurité alimentaire aujourd'hui, ainsi que la probabilité de voir les besoins augmenter dans un avenir proche, sont autant de signaux d'alarme pour la paix et la sécurité. L'heure est venue de nous unir et de nous engager à prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité alimentaire de tous dans le monde. Le Conseil de sécurité doit en effet veiller à ce que nos mesures soient à la hauteur de l'ampleur mondiale de la menace.

M. Muraleedharan (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que la délégation des États-Unis, d'avoir organisé cet important débat public sur les conflits et la sécurité alimentaire. Je remercie de leurs exposés utiles le Secrétaire général António Guterres, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. David Beasley, et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M. Qu Dongyu. Je remercie également M^{me} Sara Menker, fondatrice et Directrice générale de Gro Intelligence, d'avoir partagé son point de vue sur la question.

Le fait d'assurer la sécurité alimentaire, en particulier pour les personnes pauvres et marginalisées, est un défi qui préoccupe avant tout les gouvernements des pays en développement. Alors que le monde s'efforce de trouver des moyens de surmonter les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le conflit en Ukraine a de lourdes répercussions, notamment la flambée des prix de l'énergie et des matières premières et la perturbation des chaînes d'approvisionnement logistiques mondiales. Les pays du Sud sont touchés aussi bien par le conflit lui-même que par les diverses mesures mises en place en réaction. Si le conflit ne cède pas immédiatement la place à un dialogue et à des efforts diplomatiques dignes de ce nom,

l'économie mondiale subira de graves conséquences qui feront échouer les efforts déployés par les pays du Sud pour garantir la sécurité alimentaire et éliminer la faim à l'horizon 2030. Nous assistons déjà, dans certains pays, à l'effondrement de l'économie et à l'augmentation des problèmes d'ordre public, et la situation ne fera qu'empirer. Il est donc temps de commencer à prendre en compte les répercussions multidimensionnelles de cette crise sur les pays du Sud, en particulier les pays en développement vulnérables.

La solution à ces problèmes réside dans une action collective mondiale. Aucun pays ne peut, à lui seul, faire face à des conséquences collatérales aussi complexes. Nous devons travailler collectivement, et nous devons œuvrer de concert. Dans ce contexte, je voudrais soumettre à l'examen du Conseil de sécurité les huit suggestions suivantes.

Premièrement, comme je l'ai dit précédemment, il faut trouver sans plus tarder une solution au conflit en Ukraine par la voie du dialogue et de la diplomatie. Nous avons toujours appelé à une cessation immédiate des hostilités et à privilégier cette voie pour régler cette question. À cet égard, nous réaffirmons notre appui aux bons offices du Secrétaire général.

Deuxièmement, les problèmes de sécurité alimentaire causés par le conflit en Ukraine nous obligent à faire preuve de créativité. Les pénuries croissantes ne peuvent être résolues qu'en dépassant les contraintes auxquelles nous sommes actuellement soumis. Dans ce contexte, nous accueillons avec satisfaction l'appel du Secrétaire général à lever, avec effet immédiat, les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires achetées par le Programme alimentaire mondial au titre de l'aide humanitaire. Nous devons néanmoins aller au-delà de cette mesure pour faire réellement changer les choses.

Troisièmement, la sécurité énergétique est également une source de profonde préoccupation puisqu'elle est une retombée collatérale majeure du conflit. Il faut régler cette question en renforçant la coopération mutuelle et en prenant davantage en compte les bouquets énergétiques et les besoins en importations des autres pays.

Quatrièmement, un certain nombre de pays à faible revenu sont aujourd'hui confrontés au double problème de l'augmentation des coûts et des difficultés d'accès aux céréales alimentaires. Même des pays tels que l'Inde, qui a des stocks suffisants, ont été touchés par une

hausse injustifiée des prix des denrées alimentaires. Il est clair que la rétention et la spéculation sont à l'œuvre. Nous ne pouvons pas laisser passer cela. Comme je l'ai souligné dans ma déclaration hier, mon gouvernement a pris note de la hausse soudaine des cours mondiaux du blé, qui menace notre sécurité alimentaire et celle de nos voisins et d'autres pays vulnérables. Nous sommes déterminés à atténuer de façon efficace ces conséquences néfastes sur la sécurité alimentaire et à protéger les populations vulnérables contre les changements soudains sur le marché mondial.

Pour gérer notre propre sécurité alimentaire et répondre aux besoins des pays voisins et d'autres pays en développement vulnérables, nous avons annoncé des mesures relatives aux exportations de blé le 13 mai. Je réaffirme qu'une fois approuvées, ces mesures et les exportations aideront les pays à répondre à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire. Ces mesures seront appliquées à la demande des gouvernements concernés. Cette politique nous permettra de venir réellement en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Cinquièmement, nous devons tous prendre pleinement conscience de l'importance que revêtent l'équité, des prix abordables et l'accessibilité en ce qui concerne les céréales alimentaires. Nous savons déjà que ces principes ont été bafoués dans le cas des vaccins contre la COVID-19. Les marchés ouverts ne doivent pas devenir un argument pour perpétuer les inégalités et promouvoir la discrimination.

Sixièmement, nous devons éviter de relier l'aide humanitaire et au développement à la réalisation de progrès sur le plan politique. Si les donateurs adoptaient une telle position, cela ne ferait qu'exacerber l'insécurité alimentaire dans les situations de conflit. La communauté des donateurs doit renforcer d'urgence l'assistance en faveur des pays touchés par des conflits et veiller à ce que les organismes humanitaires reçoivent les fonds nécessaires pour exécuter pleinement leurs plans, sans politisation des besoins de base de la population.

Septièmement, l'aide alimentaire à elle seule ne permettra pas de remédier durablement à l'insécurité alimentaire. La consolidation de la paix et le développement sont essentiels et doivent comprendre une aide à la subsistance, des programmes de protection sociale et des approches axées sur les populations locales, notamment des investissements dans les infrastructures agricoles et le renforcement des capacités en matière de développement rural, en particulier dans les zones de conflit. Cela nécessite de mettre en place une approche multipartite.

Huitièmement, les conflits armés et le terrorisme, conjugués aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux parasites agricoles, à l'instabilité des cours des denrées alimentaires, à l'exclusion et aux chocs économiques, peuvent ravager n'importe quel État fragile, provoquant l'insécurité alimentaire, et aggraver la menace de la famine. Il est donc essentiel d'appuyer le renforcement des capacités des pays confrontés à ces problèmes, en particulier en ce qui concerne l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes relatifs à l'alimentation.

Comme le Conseil le sait peut-être, l'Inde dirige le plus vaste programme de filet de sécurité alimentaire, qui a connu un changement de paradigme en passant d'une approche axée sur l'assistanat à une démarche fondée sur les droits. Pour atteindre ses objectifs pendant la pandémie de COVID-19, le Gouvernement a fourni une aide alimentaire à 800 millions de personnes et des transferts en espèces à 400 millions de personnes. Le programme « Repas de midi » établi en Inde continue de lutter contre la sous-alimentation des enfants scolarisés en leur fournissant des repas sains. Une campagne de nutrition a également été lancée, en particulier pour les groupes vulnérables, les femmes et les enfants. Nos initiatives numériques « de la ferme à la table » prévoient notamment des sites pour les agriculteurs, des services consultatifs destinés aux agriculteurs, des réseaux informatiques de produits agricoles, des prévisions de prix et l'utilisation des technologies de chaînes de blocs pour procéder aux certifications de qualité.

Même en pleine pandémie de COVID-19, l'Inde a fourni une aide alimentaire sous la forme de milliers de tonnes de blé, de riz, de légumineuses et de lentilles à plusieurs pays, en particulier à des pays voisins et des pays d'Afrique, pour renforcer la sécurité alimentaire. Au vu de la détérioration de la situation humanitaire en Afghanistan, l'Inde a commencé à faire don de 50 000 tonnes de blé au peuple afghan. De même, l'Inde continue de fournir une aide humanitaire au Myanmar, notamment grâce à un don de 10 000 tonnes de riz et de blé. Nous apportons également une aide, notamment alimentaire, à Sri Lanka durant cette période difficile. Toutes ces initiatives sont conformes à notre politique étrangère visant à accorder la priorité au voisinage et à notre ferme attachement à la philosophie de *Vasudhaiva Kutumbakam*, selon laquelle le monde est une seule et même famille.

Enfin, je tiens à souligner que l'Inde demeure résolue à collaborer avec tous les autres États Membres et les organisations internationales, notamment l'ONU, pour

renforcer collectivement la sécurité alimentaire mondiale, en particulier dans les pays en situation de conflit.

M. Brophy (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire d'État Blinken d'avoir organisé le présent débat. L'Irlande lui est sincèrement reconnaissante d'avoir montré la voie en veillant à ce que les conflits et la faim soient situés au cœur des travaux du Conseil de sécurité.

Le présent débat ne pouvait pas mieux tomber. La faim engendrée par les conflits est présente dans un nombre croissant de situations de pays inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Elle exige une attention et une action urgentes de notre part.

Le Directeur exécutif Beasley, M^{me} Menker et le Directeur général Qu Dongyu n'auraient pas pu être plus clairs : la faim gagne du terrain, et les conflits en sont la cause. Les statistiques et les perspectives sont sombres et difficiles à entendre. Mais si l'on veut que le Conseil agisse et prenne les mesures nécessaires d'urgence, nous devons les entendre dans cette salle.

L'Irlande peut parler des conflits et de la sécurité alimentaire en se basant sur sa propre expérience, qui façonne sa perception et renforce sa volonté d'agir. Il est inconcevable que dans notre monde d'abondance, des millions de personnes soient au bord de la famine. Au niveau mondial, 193 millions de personnes connaissent une insécurité alimentaire à des niveaux de crise ou pire.

Nous ne pouvons occulter la dure réalité : les conflits sont aujourd'hui le principal facteur de la faim. Et en ne parvenant pas à prévenir ou à régler les conflits inscrits à son ordre du jour, le Conseil a une part de responsabilité. En tant que membres du Conseil, nous sommes tenus de nous projeter au-delà de nos intérêts politiques ou stratégiques à court terme pour nous intéresser aux hommes, aux femmes et aux enfants qui vivent la réalité décrite dans les rapports souvent secs sur les questions inscrites à notre ordre du jour. Un nombre croissant de personnes meurent d'une faim évitable, provoquée par l'homme et les conflits, et elles meurent sous nos yeux.

Le débat d'aujourd'hui est l'occasion de nous demander comment nous pouvons honorer notre responsabilité et traduire nos paroles en actes. Nous devons saisir cette occasion. Je vais faire trois observations.

La première est une évidence, mais on ne saurait trop insister sur ce point : les conflits perpétuent des besoins humanitaires déjà considérables et alimentent

l'insécurité alimentaire mondiale. Les conflits déplacent des populations, détruisent des moyens de subsistance, perturbent les activités commerciales et l'approvisionnement alimentaire, endommagent les infrastructures et entravent l'accès aux ressources vitales.

En Somalie, la famine est un danger imminent et terrifiant. Le conflit dans le nord de l'Éthiopie et un blocus humanitaire de fait ont plongé 80 % de la population du Tigré dans l'insécurité alimentaire. Des centaines de milliers de personnes risquent de souffrir de la faim. Pourtant, le Conseil a du mal à trouver le courage de s'occuper de cette crise. Les niveaux d'insécurité alimentaire sont alarmants dans de nombreux pays en proie à un conflit, notamment le Mali, Haïti, le Soudan du Sud et l'Afghanistan.

L'invasion illégale et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie cause une souffrance incommensurable en Ukraine. Toutefois, ses conséquences sur la faim dans notre monde interconnecté se feront sentir bien au-delà des frontières souveraines de l'Ukraine. Cet acte d'agression insensé a maintenant poussé des millions de personnes dans une situation de faim aiguë cette année. Les retombées qu'il pourrait avoir sur la sécurité et la stabilité de nombreux pays sont profondément préoccupantes.

Notre réponse, trop souvent, consiste à combattre les symptômes, plutôt que le mal lui-même. Nous apportons l'aide humanitaire nécessaire aux personnes prises au piège d'un conflit mais manquons de la volonté ou de la détermination requise pour y mettre fin. À moins que nous ne prenions de véritables mesures pour faire cesser les conflits inscrits à notre ordre du jour, notre action fait à peine plus que maintenir cruellement des millions de personnes au bord de la survie.

Ces conflits ne sont pas insolubles. La guerre n'est pas inévitable. L'Irlande le sait d'expérience. Néanmoins, nous devons utiliser tous nos outils pour éloigner les belligérants de la voie de la violence, afin qu'ils se tournent vers le dialogue et la diplomatie et prennent la voie de la paix. C'est une voie que nous pouvons emprunter avec eux.

Mon deuxième point tient au fait que nous avons les outils nécessaires pour remédier à la faim liée aux conflits, mais que nous ne les utilisons pas. En dépit de l'engagement unanime du Conseil à contrer la faim due aux conflits, la promesse de la résolution 2417 (2018) n'est pas tenue. Nous continuons de voir des violations flagrantes du droit international humanitaire, y compris

la famine employée sans vergogne comme méthode de guerre, l'accès humanitaire constamment entravé, les populations vulnérables qui se voient refuser une protection et une aide humanitaires vitales, et les coupables de ces agissements odieux qui restent impunis.

La guerre en Ukraine a bouleversé les chaînes mondiales d'approvisionnement en nourriture. Elle a resserré la vis sur des pays déjà exposés à l'insécurité alimentaire, tels que le Yémen. Comme le Directeur exécutif Beasley l'a dit au Conseil, cette guerre a pour effet de contraindre les organismes humanitaires à faire des choix inadmissibles, ôtant la nourriture de la bouche des personnes qui ont faim pour la donner à celles qui sont encore plus affamées.

Les événements des derniers mois n'ont fait que renforcer l'urgence de l'appel à l'action lancé dans la résolution 2417 (2018). Notre volonté d'agir doit être à la hauteur de la gravité de la situation d'insécurité alimentaire qui s'accroît sous nos yeux.

Mon troisième point est un appel à faire les choses autrement. Les millions de personnes qui subissent les conséquences de l'insécurité alimentaire induite par les conflits et l'incapacité du Conseil à remédier à la crise font notre honte à tous. L'insécurité alimentaire n'atteint pas des niveaux d'urgence, des niveaux catastrophiques, du jour au lendemain. Combien nous faut-il voir de drapeaux rouges et entendre de sonnettes d'alarme ? Quel niveau de souffrance faut-il pour déclencher enfin une réaction du Conseil ?

Une intervention précoce, comme le prévoit la résolution 2417 (2018), peut empêcher l'insécurité alimentaire et la famine, en particulier pour préserver la santé maternelle et infantile. Nous devons appuyer les initiatives tendant à éviter la malnutrition des enfants, au lieu d'attendre qu'ils meurent de faim, pour donner une chance aux générations futures.

Les systèmes d'alerte rapide, notamment l'analyse de données, fournissent à la communauté internationale les moyens d'anticiper les crises d'insécurité alimentaire. Cela peut sauver des vies, protéger les moyens de subsistance et permettre aux systèmes alimentaires de survivre, ce qui est d'autant plus vital dans les situations de conflit.

Le temps presse. Il nous faut agir de façon collective et globale pour inverser la tendance effrayante de l'insécurité alimentaire induite par les conflits. Il le faut maintenant. Nous devons veiller à ce que toutes les parties à un conflit armé respectent leurs obligations

en vertu du droit international humanitaire, y compris pour ce qui concerne l'accès humanitaire. Ceux qui y dérogent doivent être contraints à répondre de leurs actes, et le Conseil doit assumer sa responsabilité de combattre l'impunité.

C'est en fait ce à quoi nous nous sommes engagés lorsque nous avons adopté la résolution 2417 (2018) à l'unanimité. Nous devons reconnaître nos défaillances et la lenteur des progrès. C'est pourquoi l'Irlande sert de coordonnatrice informelle sur les conflits et la faim depuis qu'elle a rejoint le Conseil, afin de mettre en avant les dispositions de la résolution et d'œuvrer en faveur de leur application. Plus que jamais, il nous faut mobiliser la volonté politique nécessaire et respecter nos engagements.

Plus important, nous devons avoir le courage d'agir pour mettre fin aux conflits et rompre le cycle de l'insécurité alimentaire induite par les conflits. C'est notre responsabilité ; c'est notre devoir. Le coût de l'inaction politique va devenir dévastateur, un coût humain évitable et inutile. Agissons ensemble et agissons maintenant.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je me joins aux autres, Monsieur le Président, pour vous remercier d'avoir convoqué le débat de ce jour, et je remercie également nos intervenants de leurs observations très éclairantes.

En début d'année, l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale, établi par l'ONU, a mis en garde contre des niveaux d'insécurité alimentaire sans précédent à l'échelle mondiale, du fait d'une tempête parfaite formée par la maladie à coronavirus (COVID-19), la crise climatique et les conflits.

Le Yémen se heurte à des niveaux d'insécurité alimentaire catastrophiques pour la cinquième année consécutive. Au Sahel, les réfugiés font les frais d'une violence accrue et d'un accès humanitaire réduit, tandis que dans la Corne de l'Afrique, en particulier en Éthiopie et en Somalie, des millions de personnes touchées par un conflit sont également aux prises avec la pire sécheresse en 40 ans.

La Russie n'a eu cure de cette souffrance en choisissant d'envahir l'Ukraine, panier à pain du monde. Les exportations alimentaires et d'engrais de l'Ukraine permettaient de nourrir jusqu'à 400 millions de personnes dans le monde. À présent, une partie cruciale de la chaîne mondiale d'approvisionnement en nourriture est étranglée par la Russie. À l'échelle de la

planète, 13 millions d'enfants affamés subsistent déjà sur le fil du rasoir ; cette année, 2 millions d'entre eux connaîtront la famine.

Comme notre ministre l'a expliqué hier, le Royaume-Uni appuie sans réserve la feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale, emmenée par les États-Unis, et l'alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, lancée sous la présidence allemande du Groupe des Sept. Nous avons la nourriture et les moyens qu'il faut pour aider les plus vulnérables, mais nous devons agir maintenant.

Premièrement, la communauté internationale doit permettre la libre circulation de la nourriture. Avec plus de 50 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Royaume-Uni s'est engagé à maintenir les marchés alimentaires et agricoles ouverts, prévisibles et transparents. Tous les membres de l'OMC doivent interdire les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires achetées pour le Programme alimentaire mondial.

Deuxièmement, il est capital que nous renforçons la résilience mondiale afin de prévenir des famines futures. Comme nous l'avons indiqué dans la stratégie de développement international du Royaume-Uni, que nous avons lancée cette semaine, le Royaume-Uni prêterait main-forte aux pays les plus vulnérables en leur fournissant plus de 3,5 milliards d'euros d'aide humanitaire au cours des trois prochaines années.

British International Investment, l'institution du Royaume-Uni en charge du financement du développement, augmentera ses investissements durables et de grande qualité, y compris dans le secteur alimentaire et agricole. La Banque mondiale doit concrétiser rapidement ses plans visant à renforcer les économies fragiles en débloquent 170 milliards de dollars au cours des 15 prochains mois.

Enfin, les acteurs sur le terrain doivent se montrer à la hauteur des responsabilités qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Nous continuerons de demander des comptes à toutes les personnes qui utilisent la famine comme arme de guerre.

Cette crise mondiale d'origine humaine requiert une riposte collective mondiale. Le Royaume-Uni est solidaire des pays vulnérables et jouera son rôle. La Russie doit maintenant jouer le sien : mettre un terme au conflit et aux chocs internationaux auxquels ce conflit expose les plus pauvres du monde.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous nous félicitons de la présence à la séance d'aujourd'hui du Secrétaire général, M. António Guterres, du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Qu Dongyu, et du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. David Beasley. Nous les remercions de leurs exposés. Nous prenons également note de la participation d'un certain nombre de représentants de haut rang de divers États Membres de l'ONU à la séance d'aujourd'hui.

De nos jours, ce qui caractérise le plus la culture politique des États occidentaux est la tendance à vouloir rendre la Russie responsable de tous les maux. Depuis le début de notre opération militaire spéciale en Ukraine, nous avons constaté une augmentation exponentielle des allégations dans ce sens contre Moscou.

Les sujets relatifs à la sécurité alimentaire occupent une place prépondérante dans les accusations portées contre la Russie. La séance d'aujourd'hui en est une illustration parfaite. À en croire mes collègues, on pourrait penser que la Russie cherche à faire mourir tout le monde de faim, tandis que leur seule préoccupation, à eux et aux Ukrainiens, serait de sauver la vie des personnes affamées. L'image est peut-être jolie, mais elle est absolument trompeuse.

N'oublions pas que la menace d'une crise alimentaire mondiale n'est pas apparue cette année, et que l'un des intervenants à la séance d'aujourd'hui, à savoir le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. David Beasley, a évoqué dès 2020 la possibilité d'une famine de proportions bibliques et d'une tempête parfaite. À l'époque, 155 millions de personnes dans 55 pays étaient exposées à des menaces de sécurité alimentaire. Parmi les raisons invoquées figuraient les conflits, les événements climatiques extrêmes et les bouleversements économiques.

Nous regrettons que nos collègues, les membres occidentaux du Conseil de sécurité, n'aient pas eu le courage d'évoquer les causes profondes des crises alimentaires et autres dans des pays comme l'Afghanistan, l'Iraq, la Libye ou la Syrie.

Aujourd'hui, on estime à 193 millions le nombre de personnes menacées par la faim. Le 10 mai, s'exprimant au nom du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, M^{me} Rebeca

Grynspan, a déclaré que le problème n'était pas la quantité de denrées alimentaires disponibles, mais les systèmes de distribution.

À cet égard, les experts des marchés céréaliers ont ajouté que l'augmentation rapide des prix est un facteur dont il faut aussi tenir compte, et ce n'est pas nouveau. Selon les données des places boursières, rien qu'en 2021, le prix du blé a augmenté de 25 % par rapport à l'année précédente et, en février de cette année, les prix étaient supérieurs de 60 % à la moyenne des cinq dernières années.

Selon des spécialistes de renom, cette situation est principalement provoquée par les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix du fret et des assurances. L'augmentation considérable des injections de liquidités dans les économies pour lutter contre la crise constitue une autre cause ; les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont notamment dépensé plus de 8000 milliards de dollars, ce qui a fait grimper la demande et entraîné une hausse de l'inflation.

En plus de cela, nous avons également les guerres commerciales existantes et les divergences de longue date concernant la réglementation des marchés agricoles. Par conséquent, les stocks de nourriture entreposés ont atteint leur niveau le plus bas des cinq à 10 dernières années, ce qui a fait grimper les prix alimentaires, ainsi que les coûts connexes.

Dans le même temps, les pays occidentaux se sont également arrogé l'ensemble des flux commerciaux, ce qui a aggravé une situation déjà difficile pour les pays en développement tributaires des importations. D'autres facteurs importants à cet égard sont la transition très rapide vers l'énergie verte qui est imposée au monde entier, au lieu d'une transition énergétique progressive et réfléchie, et la politisation ouverte de la coopération énergétique par certains pays. Le résultat est un abandon inconsidéré de projets énergétiques et la forte augmentation du prix des produits de l'énergie. De 2020 à 2022, le prix du pétrole sur les marchés boursiers a augmenté de plus de 22 %, et cela concerne le carburant destiné aux machines agricoles et au transport des produits agricoles, et l'électricité qui sert à l'industrie alimentaire.

On a également été témoins d'une augmentation record du prix du gaz. En décembre 2021, le prix au comptant du gaz a franchi la barrière psychologique

des 2000 dollars pour 1 000 mètres cubes, et ce, en dépit du fait que la Russie avait augmenté son offre. La conséquence directe a été la hausse sans précédent des prix des engrais minéraux dès décembre 2021. Les prix de l'urée et des nitrates ont été multipliés par trois et demi voire quatre, et ceux des autres formes d'engrais par deux et demi ou trois. Or une augmentation du prix des engrais entraîne une augmentation du prix des céréales.

La spéculation sur les marchés à terme occidentaux des produits alimentaires est un autre élément important du problème, qui a également entraîné une hausse des prix des produits de base, notamment le blé, le maïs et les légumineuses. Il ne faut pas non plus oublier les conditions météorologiques difficiles de ces dernières années, aux États-Unis, au Canada, en Australie et en France par exemple.

En somme, comme on peut le voir, la Russie n'est responsable d'aucun de ces facteurs clefs, qui ont pourtant jeté les bases de la situation actuelle sur les marchés agricoles. Néanmoins, nos collègues occidentaux ne les ont quasiment pas évoqués dans leurs déclarations et, bien évidemment, ils n'ont pas non plus mentionné les sanctions économiques unilatérales illégales qui asphyxient un certain nombre de pays.

Nos collègues occidentaux ont tous rabâché la même chose, à savoir que c'est l'opération militaire spéciale menée par la Russie en Ukraine qui menace le monde entier de famine. Tout les événements qui se sont déroulés avant cette opération et que j'ai mentionnés ne représentent absolument rien et, selon leur logique, n'ont aucune incidence. Il est clair que ce genre de mensonges et d'affabulations éhontés peuvent avoir un effet sur un public crédule, mais certainement pas sur des experts dignes de ce nom.

La vérité est qu'ils se sont laissés emporter par leurs vaines tentatives de détruire à tout prix l'ossature de l'économie russe et d'isoler mon pays. Je ne suis pas en train d'évoquer les inévitables conséquences destructrices que cela aura sur leurs propres économies. En fin de compte, nous ne pouvons rien faire contre leur volonté maniaque de se tirer une balle dans le pied, voire dans les deux pieds.

Ils devront répondre devant leurs contribuables et leurs électeurs des conséquences de ces politiques sur leurs marchés intérieurs. Je fais plutôt référence ici au fait que, dans cette guerre par procuration qu'ils mènent contre la Russie en Ukraine, ils retiennent en fait l'ensemble des pays en développement en otage et les poussent vers la famine.

Quoi qu'ils disent aujourd'hui dans cette salle, ils sont les seuls à pouvoir faire changer la situation, et je vais expliquer pourquoi. Ils affirment que nous empêcherions les exportations de produits agricoles d'Ukraine par voie maritime. La vérité, cependant, c'est que c'est l'Ukraine, et non la Russie, qui continue de retenir, dans les ports de Nikolaïev, Kherson, Chornomorsk, Marioupol, Otchakov, Odessa et Yuzhny, 75 navires étrangers battant pavillon de 17 pays, et c'est également l'Ukraine qui a posé des mines dans les eaux de la mer Noire.

Dans ces conditions, comment peut-on parler d'exporter des céréales ? Les forces armées russes ouvrent chaque jour des couloirs humanitaires qui représentent une voie sûre pour le déplacement des navires vers le sud-ouest, à partir des eaux territoriales de l'Ukraine. Cependant, Kiev essaie toujours de se soustraire par tous les moyens à la collaboration avec les représentants des États étrangers propriétaires des navires bloqués afin qu'ils puissent sortir en toute sécurité en direction de la zone de rassemblement. Les mines ukrainiennes qui dérivent le long des côtes des États de la mer Noire représentent également un danger pour la navigation et les infrastructures.

La Russie fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la sécurité de la navigation civile dans la mer Noire et la mer d'Azov. Nous transmettons ces informations chaque jour aux responsables de l'ONU. En revanche, Monsieur le Président, comme vous pouvez le constater, l'Ukraine ne fournit aucun effort de cette nature, et il est clair que si nous ne réglons pas cette question, nous ne pouvons pas parler d'exporter des céréales par voie maritime à partir de l'Ukraine.

Dans de telles conditions, les livraisons de produits agricoles et d'engrais en provenance de la Russie et du Bélarus pourraient jouer un rôle positif.

Dans ces circonstances, les livraisons de produits agricoles et d'engrais en provenance de Russie et du Bélarus pourraient jouer un rôle positif. Toutefois, nos exportations se heurtent à un autre problème que les États occidentaux ont créé artificiellement. Je veux parler des mesures coercitives unilatérales illégales qu'ils ont imposées à nos deux pays. Les mesures coercitives unilatérales nuisaient au secteur agricole avant même les récents événements en Ukraine. Mais après le 24 février, un véritable chaos s'est instauré. À ce jour, plus de 10 000 sanctions ont été imposées à notre seul pays. Elles ont perturbé les axes de transport, entravé la circulation des navires russes et leur ont

interdit l'accès aux ports, causé des problèmes de fret et d'assurance et restreint les transactions commerciales internationales, pour ne citer que quelques exemples. Ainsi, les difficultés liées aux transactions bancaires ont touché non seulement les importateurs privés les plus vulnérables, mais aussi les organismes humanitaires. Le PAM en aurait aussi fait l'expérience. Et c'est sans parler des menaces liées aux sanctions imposées par l'Occident à notre secteur énergétique, qui continuent de déstabiliser les marchés.

Il est préférable de ne pas évoquer les prétendues exemptions qui ont été prévues en raison de la dépendance des agriculteurs occidentaux vis-à-vis des engrais russes et biélorusses. Terrifiées par les gouvernements occidentaux, les banques et les entreprises sont toujours contraintes de se plier de manière excessive à ces restrictions, ce qui retarde ou compromet les transactions. Les experts internationaux, y compris les analystes de la FAO, voient d'autres risques liés aux sanctions, notamment d'éventuels problèmes de livraison de biens liés à la production agricole en Russie, ce qui risque de nuire aux futures récoltes.

Toutefois, je tiens à assurer au Conseil que la Russie reste un fournisseur responsable de produits alimentaires et d'énergie. Le Secrétaire d'État Blinken a cité aujourd'hui le Vice-Président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitry Medvedev, mais a dénaturé l'essence de ses propos. Il a omis de dire que M. Medvedev avait évoqué le fait de ne pas livrer de produits alimentaires aux États inamicaux, qui nous ont récemment imposé des sanctions. Il n'y a pas d'États inamicaux parmi ceux qui sont exposés à l'insécurité alimentaire. Ce sont nos amis, et comme l'a dit M. Medvedev, nous continuerons à leur livrer des produits alimentaires. Cette année, nous prévoyons des récoltes record de blé. À cet égard, à partir du 1^{er} août et jusqu'à la fin de l'année, nous pouvons proposer d'exporter 25 millions de tonnes de céréales via le port de Novorossiysk. Nous sommes prêts à discuter d'autres achats, sachant que, de juin à décembre, nous pouvons exporter au moins 22 millions de tonnes d'engrais. Mais si les pays ne veulent pas lever les sanctions qu'ils ont choisi de nous imposer, pourquoi nous tiennent-ils pour responsables de la crise alimentaire ? Pourquoi les pays et régions les plus pauvres doivent-ils pâtir de leurs jeux géopolitiques irresponsables ? Dans ces circonstances, les tentatives non fondées de rejeter la faute sur nous sont non seulement absurdes, mais aussi odieuses. Je voudrais demander à David Beasley ce qu'il en est de

l'achat de produits alimentaires russes par le PAM et de leur livraison aux pays dans le besoin dans le contexte des sanctions.

Je ne peux manquer d'aborder la question des céréales ukrainiennes. Selon les médias ukrainiens, avant même l'opération militaire spéciale, le potentiel d'exportation de l'Ukraine pour la campagne 2021-2022 n'était réalisé qu'à hauteur de 60 à 90 %, selon le type de culture. Ainsi, la majeure partie du blé de qualité alimentaire, soit environ 13 millions de tonnes, avait été transportée à l'étranger à la fin de l'année 2021, ce qui, comme l'indique la presse ukrainienne, a entraîné une pénurie de blé dans le pays et une hausse du prix du pain. Les réserves de maïs doivent être plus importantes, mais le maïs est principalement vendu à l'Union européenne, qui achète plus d'un tiers des stocks totaux, plutôt qu'aux pays exposés à l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, les appels de certains responsables ukrainiens à accélérer les exportations de céréales en provenance de l'Ukraine sont plutôt surprenants.

Pour l'instant, je n'évoquerai pas le risque évident de famine dans ce pays et laisserai aux autorités de Kiev le soin d'y réfléchir. Mais une autre question logique se pose : où vont ces livraisons et quel lien ont-elles avec la sécurité alimentaire mondiale ? Qu'il me soit permis de me tourner à nouveau vers David Beasley et de lui demander si le PAM a facilité des livraisons humanitaires de céréales ukrainiennes depuis février de cette année ? Pour autant que nous le sachions, ce n'est pas le cas. Néanmoins, à en juger par ce que disent les responsables politiques et les médias occidentaux, les céréales sont exportées d'Ukraine à un rythme très soutenu, à la fois par train et par barge sur le Danube. Où vont-elles ? Nous avons de bonnes raisons de penser qu'elles ne sont pas destinées à répondre aux besoins des populations affamées des pays du Sud, mais qu'elles finissent plutôt dans les entrepôts céréaliers européens. Nous croyons comprendre que c'est ainsi que l'Ukraine paie les armes que lui livre l'Occident. L'Ukraine a connu un épisode similaire dans son histoire. En février 1918, avec l'accord du Gouvernement de la Rada centrale, des soldats allemands et autrichiens sont entrés en Ukraine, prétendument pour la protéger de la Russie soviétique. En contrepartie, Kiev s'est engagé à livrer des produits alimentaires à Berlin et à Vienne, et leur a ensuite expédié 37 000 wagons chargés de produits.

Je serais reconnaissant à nos collègues occidentaux, en premier lieu les États-Unis et l'Union européenne, s'ils pouvaient réfuter publiquement

aujourd'hui cette théorie des produits alimentaires contre des armes, avancée par de nombreux experts. Je les invite également à expliquer comment ces livraisons contribuent effectivement à la sécurité alimentaire mondiale dont ils prétendent tant se soucier.

Pour terminer, je voudrais réagir à deux points soulevés par le Secrétaire d'État Blinken. Il a accusé la Russie d'assiéger Marioupol et d'affamer ses habitants et comparé la situation au siège de Leningrad. Or, de nombreux habitants de Marioupol ont témoigné du fait que les combattants du bataillon Azov leur ont pris leur nourriture selon une vieille tradition fasciste, alors que nos militaires ont risqué leur vie pour leur apporter une aide humanitaire. Mais nos adversaires restent sourds à ces arguments.

Enfin, les États-Unis appellent à une action collective en évoquant la réunion ministérielle d'hier sur la crise alimentaire. Cela est très révélateur de la volonté de ce pays de délaissier le multilatéralisme et de promouvoir des coalitions d'intérêts, qui adopteraient les décisions qu'il souhaite au lieu de rechercher des compromis indispensables.

M. de Rivière (France) : Je remercie le Secrétaire général, M. Beasley, M. Qu Dongyu et M^{me} Menker pour leurs présentations.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 2022 marquera un sombre record s'agissant du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, en raison des conflits, de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des changements climatiques. Les régions du Sahel et du lac Tchad, le Soudan du Sud, la Corne de l'Afrique, le Yémen, la Syrie ou encore l'Afghanistan sont les premiers touchés.

Mais la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est aussi une guerre contre la sécurité alimentaire mondiale. Elle contribue à accroître le risque de famine dans le monde.

La Russie essaie de nous faire croire, encore à l'instant, que ce sont les sanctions adoptées à son encontre qui déséquilibrent la sécurité alimentaire mondiale. Mais soyons clairs : il n'y a aucune sanction visant le secteur alimentaire. La Russie en est l'unique responsable.

C'est la guerre injustifiée et injustifiable menée par la Russie qui empêche l'Ukraine d'exporter sa production agricole, bouleverse les chaînes d'approvisionnement mondiales et entraîne une hausse des prix mettant en

péril l'accessibilité des denrées agricoles pour les plus vulnérables. C'est la poursuite des combats qui menace l'activité agricole en Ukraine et les récoltes à venir.

Face au désordre alimentaire mondial, la réponse la plus urgente et la plus efficace est la cessation immédiate des hostilités de l'agression russe et le retrait des troupes russes du territoire ukrainien.

Les exportations de denrées alimentaires par voie maritime doivent reprendre à partir des ports ukrainiens, aujourd'hui bloqués en raison de la guerre. Nous appelons la Russie à donner les garanties nécessaires à cet effet. La France soutient les efforts du Secrétaire général pour permettre l'exportation de ces denrées, ainsi que les initiatives de l'Union européenne pour permettre leur transport par voie terrestre.

Il convient de renforcer la coopération internationale afin de contrer les risques de famine et de prévenir les effets désastreux de cette guerre. C'est pourquoi la France soutient pleinement l'initiative lancée par le Secrétaire général, à travers le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière.

C'est également pour cette raison que la France, dans sa capacité de présidence du Conseil de l'Union européenne, a lancé la Mission de résilience alimentaire et agricole (initiative FARM), endossée par le Conseil européen. Elle vise à mieux réguler les marchés, à garantir l'approvisionnement des pays les plus vulnérables et, enfin, à promouvoir des systèmes alimentaires durables. Nous appelons tous les acteurs publics et privés intéressés à rejoindre cette initiative.

La France continue à augmenter sa contribution financière à l'aide alimentaire, qui atteint cette année 114 millions d'euros, soit une augmentation de 241 % depuis 2018. Elle se mobilise également à travers ses contributions aux organisations internationales, les projets portés par la société civile et les actions de l'Agence française de développement.

La France continuera à agir pour contrer les répercussions négatives de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Directrice générale de Gro Intelligence de leurs

exposés éloquentes et percutants, qui témoignent tous de la gravité de la situation. Je remercie également les États-Unis d'avoir organisé le présent débat de haut niveau.

Les conflits armés et la faim interagissent de façons complexes et multiples. Les conflits perturbent les chaînes d'approvisionnement et les marchés alimentaires, ont des répercussions sur les infrastructures essentielles au commerce et à la distribution et contraignent les populations à quitter des terres jusque-là productives, tandis que la faim risque d'exacerber les rivalités autour des ressources disponibles et d'aggraver l'instabilité politique et sociale.

Ce n'est donc pas une coïncidence si la majorité des personnes souffrant de sous-alimentation chronique vivent dans des pays touchés par un conflit, ou si les trois quarts des personnes souffrant de faim aiguë le sont du fait d'un conflit. Nombre de ces pays, tels que le Yémen et le Soudan, qui étaient déjà en première ligne de l'insécurité alimentaire mondiale, sont confrontés à des risques croissants pour ce qui est de garantir un approvisionnement abordable en blé, en maïs, en d'autres aliments de base et en engrais.

Les chaînes internationales d'approvisionnement et de production alimentaires avaient déjà atteint leur point de rupture du fait de la pandémie. La situation est maintenant exacerbée par le conflit en Ukraine. Ce conflit implique deux États qui contribuent de façon considérable à l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires, en carburant et autres intrants essentiels, tels que les engrais, ce qui a des répercussions directes sur l'inflation. Ce conflit a aussi des retombées sur les infrastructures critiques et fait grimper le prix des assurances.

Le Brésil fait partie des pays qui ont également appelé l'attention sur le risque de voir les mesures économiques unilatérales adoptées par un certain nombre de pays perturber plus encore les flux de denrées alimentaires. Cela est conforme à l'approche que nous suivons depuis le début du conflit, à savoir que nous ferions mieux de consacrer nos efforts à la recherche de solutions communes aux problèmes plutôt que de chercher à désigner des coupables.

Tout en reconnaissant que les sanctions n'ont pas été appliquées aux denrées alimentaires et aux engrais, il est indéniable que les mesures économiques unilatérales qui ont été imposées ont des effets secondaires sur le fonctionnement des marchés en raison des sanctions

frappant les aspects financiers et logistiques du commerce agricole, qui augmentent les coûts et entravent la disponibilité des produits alimentaires et des engrais. Il semble quelque peu futile de chercher à remédier aux difficultés actuelles tout en niant ces effets secondaires. Il faut également rappeler que ce sont les pays en développement qui sont les plus touchés, notamment les plus vulnérables, et qui perdent l'accès à des marchés et à des fournisseurs alimentaires vitaux.

Comme l'ont souligné à plusieurs reprises la FAO et le PAM, l'insécurité alimentaire n'est pas une conséquence de la pénurie alimentaire, mais plutôt un problème de prix et d'accès. À court terme, les donateurs internationaux doivent mobiliser des ressources supplémentaires pour venir en aide aux pays les plus touchés. Les pays doivent également s'abstenir d'accumuler inutilement des stocks de nourriture, d'ériger des barrières commerciales, telles que les restrictions quantitatives ou les interdictions à l'exportation, et d'imposer des mesures unilatérales susceptibles de compromettre la capacité d'un pays de participer aux marchés agricoles internationaux libres.

Le Brésil s'inquiète de l'augmentation exponentielle des subventions agricoles dans les pays développés et en développement qui sont déjà de grandes puissances agricoles. Comme le démontre l'Organisation de coopération et de développement économiques, les politiques de soutien des prix du marché se traduisent généralement par une baisse des revenus réels et un moindre accès aux denrées alimentaires. Les consommateurs pauvres sont touchés de manière disproportionnée.

À plus long terme, nous devons mettre en place un système commercial véritablement universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable. Nous devons aussi redoubler d'efforts pour investir dans l'innovation et la technologie, qui sont essentielles pour intensifier l'agriculture et l'élevage d'une manière durable et fondée sur la science. C'est pourquoi nous sommes heureux de participer à la Mission d'innovation agricole pour le climat, qui vise à promouvoir l'innovation et les investissements dans l'agriculture durable pour les années à venir.

Sur le plan humanitaire, nous devons veiller à ce que les organismes internationaux soient dotés de moyens et de financements suffisants pour que les denrées alimentaires puissent parvenir aux personnes qui en ont le plus besoin, notamment dans les situations de conflit. Le PAM apporte depuis plus de 50 ans une

aide directe à de nombreux pays, mais il est confronté à des contraintes budgétaires et d'approvisionnement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du nombre croissant de personnes dans le besoin. Nous renouvelons notre appel aux pays donateurs pour qu'ils augmentent leurs financements et leurs dons en nature aux organismes basés à Rome en vue d'aider les pays en situation de conflit armé.

L'aide alimentaire d'urgence ne peut cependant pas être une solution permanente. Les pays touchés par des conflits devront tôt ou tard retourner sur les marchés internationaux et organiser leurs systèmes alimentaires et leurs chaînes d'approvisionnement de sorte à éviter que le cycle faim-conflit ne se reproduise. Pour ce faire, ils auront besoin d'un financement adéquat et ciblé pour rétablir leur approvisionnement national, ainsi que d'un renforcement de capacités et de transferts de technologie. Nous sommes très fiers de notre partenariat de longue date avec le PAM et la FAO visant à promouvoir la coopération Sud-Sud trilatérale, y compris dans les pays en proie à des conflits.

Les parties engagées dans un conflit doivent respecter la résolution 2417 (2018) et le droit international humanitaire. Cela signifie qu'elles doivent condamner l'utilisation de la famine comme arme de guerre et s'abstenir d'y recourir, ainsi que protéger les infrastructures critiques pour la production, le stockage et le transport des denrées alimentaires et des biens agricoles. Les civils doivent non seulement être protégés, mais aussi pouvoir accéder à l'alimentation, conformément à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au paragraphe 2 de l'article 54 du Protocole additionnel I de 1977 et à l'article 14 du Protocole additionnel II de 1977 aux Conventions de Genève de 1949.

Il est clair que la sécurité alimentaire passe par une approche mobilisant l'ensemble de la société. Dans de nombreux cas, ce sont les organisations de la société civile qui sont capables de combler le fossé entre les gouvernements et les populations contraintes de vivre dans la précarité. En outre, nous sommes convaincus que le secteur privé, notamment les petites et moyennes entreprises et les petits exploitants agricoles, peut être un catalyseur d'investissements et d'innovation.

Nous devons briser le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire et des conflits armés et intensifier nos efforts afin d'atteindre l'objectif consistant à en finir avec la faim d'ici à 2030.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général, M. Guterres, le Directeur général, M. Qu Dongyu, et le Directeur exécutif, M. Beasley, de leurs exposés. J'ai également suivi attentivement l'intervention de M^{me} Menker. La situation actuelle en matière de sécurité alimentaire, telle qu'elle ressort de leurs exposés, est profondément inquiétante. Les recommandations formulées doivent donc être prises au sérieux.

Avant toute chose, la sécurité alimentaire est une priorité absolue puisqu'elle touche au bien-être et aux moyens de subsistance des personnes. Elle représente également un défi de longue date pour la communauté internationale. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les événements météorologiques extrêmes, la récession économique et les conflits géopolitiques sont autant de facteurs qui ont contribué à la forte augmentation des prix des denrées alimentaires, accentuant le déséquilibre entre l'offre et la demande. En conséquence, les pays en développement sont les plus durement touchés.

Nous devons rester calmes et objectifs, prendre des mesures pragmatiques pour examiner la question de la sécurité alimentaire dans son ensemble, et nous attacher à éliminer les blocages et les points de rupture de la chaîne d'approvisionnement afin de relever ensemble les défis de la sécurité alimentaire mondiale.

Premièrement, nous devons renforcer la coordination pour stabiliser le marché alimentaire mondial. La crise alimentaire actuelle est liée à la baisse de l'offre, aux perturbations sur le plan logistique, et en particulier à la hausse des prix. Pour combler le déficit d'approvisionnement, la communauté internationale doit œuvrer de concert à la diversification des denrées alimentaires et veiller au bon fonctionnement du commerce international de produits agricoles. Le retour des produits agricoles et les engrais de l'Ukraine, de la Russie et du Bélarus sur le marché international revêt une grande importance. Nous saluons les efforts que déploie le Secrétaire général à cette fin.

À l'ère de la mondialisation, la moindre perturbation de la chaîne d'approvisionnement se propage rapidement et a un effet d'entraînement. La militarisation de l'interdépendance économique ne fait que créer des difficultés artificielles et aggraver les risques locaux. Nous appelons à la levée rapide des restrictions à la production et aux exportations alimentaires liées à l'imposition de sanctions unilatérales, et ce pour garantir la stabilité de la

production et de l'offre de denrées alimentaires. Selon les estimations de la Banque mondiale, chaque fois que les prix des denrées alimentaires augmentent d'un point de pourcentage, 10 millions de personnes dans le monde tombent dans l'extrême pauvreté. Les principaux pays exportateurs de nourriture et les pays dans lesquels se trouvent de grandes entreprises alimentaires ont une responsabilité partagée de lutter contre la thésaurisation, de limiter la spéculation financière, d'instaurer la stabilité et la confiance dans le marché et d'enrayer la tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Deuxièmement, nous devons renforcer l'aide d'urgence pour aider les pays vulnérables à surmonter leurs difficultés. L'année dernière, environ 193 millions de personnes dans 53 pays ont connu l'insécurité alimentaire, et la situation va encore s'aggraver cette année. Lorsque les gens n'ont pas assez à manger, des problèmes sociaux, voire de sécurité, s'ensuivent. Un certain nombre de pays connaissent déjà des troubles sociaux liés à l'alimentation, ce qui est préoccupant. L'Afghanistan, la Syrie, le Liban et les pays de la Corne de l'Afrique et de la région du Sahel dépendent fortement des importations de denrées alimentaires. La communauté internationale, en particulier les pays développés, doit intensifier la fourniture de denrées alimentaires et d'une aide d'urgence, et apporter une aide ciblée en temps voulu aux groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants.

Il est important de garantir l'accès humanitaire des organismes internationaux. Étant donné que de nombreux pays sont confrontés à des pressions en ce qui concerne leur balance des paiements en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, les institutions financières internationales et les économies développées doivent renforcer leur appui politique et financier en faveur des pays en développement qui sont particulièrement en difficulté. Ces pays développés doivent adopter des politiques monétaires responsables et tenir pleinement compte des répercussions de l'ajustement de leurs taux d'intérêt pour éviter d'alourdir le fardeau du service de la dette des pays en développement concernés et d'affaiblir leur pouvoir d'achat alimentaire.

Troisièmement, nous devons promouvoir une transformation en profondeur pour renforcer la résilience du système alimentaire mondial. À l'instar des nombreuses crises alimentaires qui ont éclaté depuis le XX^e siècle, la crise actuelle a une fois de plus mis en lumière les problèmes structurels du système alimentaire mondial. La structure mondiale de l'offre

et de la demande alimentaires se caractérise par une forte concentration de pays producteurs, alors que les pays consommateurs sont géographiquement dispersés. Cela rend l'équilibre entre l'offre et la demande de denrées alimentaires extrêmement vulnérable face aux événements météorologiques extrêmes, aux pandémies, aux conflits armés et à d'autres situations d'urgence et facteurs imprévus.

Pour renforcer la résilience du système alimentaire mondial face aux risques, il importe d'aider les pays en développement à renforcer leur capacité d'autosuffisance alimentaire, d'augmenter les intrants agricoles et ruraux, d'accélérer les progrès dans le domaine des sciences et des technologies agricoles, de moderniser les infrastructures agricoles et d'augmenter l'offre alimentaire.

Les trois organismes des Nations Unies chargés de l'agriculture et les institutions financières internationales doivent unir leurs forces et jouer un rôle actif dans l'analyse des situations, la fourniture de conseils pratiques et la coordination de l'aide afin de fournir davantage d'appui aux pays en développement. Les pays développés doivent réduire les barrières commerciales et techniques et accroître l'aide en faveur des pays en développement en termes de financement, de technologies, d'accès aux marchés et de renforcement des capacités, pour jouer le rôle qui leur revient dans la mise en place d'un système mondial d'approvisionnement alimentaire équitable, ouvert et efficace.

La pratique de longue date des pays développés qui consiste à verser d'importantes subventions agricoles a exacerbé le développement déséquilibré du marché alimentaire mondial, ce qui dissuade les pays en développement de produire des céréales. C'est un problème auquel nous devons accorder une plus grande attention en vue de le régler. En outre, pour réaliser la transition énergétique, les pays développés sont en train de développer la production à grande échelle de biocarburants à base de maïs et de soja. Objectivement, cela entre également en concurrence avec la demande alimentaire mondiale. Une stratégie plus intégrée et plus équilibrée est nécessaire dans ce domaine.

La Chine a toujours considéré l'approvisionnement alimentaire de sa population comme une priorité absolue en matière de gouvernance nationale. Nous avons utilisé 9 % des terres arables de la planète pour nourrir près de 20 % de la population mondiale. Nous avons éliminé la pauvreté extrême qui sévissait dans notre pays pendant des milliers d'années. Nous avons également

aidé d'autres pays en développement à améliorer leur capacité de production agricole dans le cadre de nos programmes d'aide étrangère et de la coopération Sud-Sud. L'Initiative pour le développement mondial lancée par la Chine a fait de la sécurité alimentaire l'un des principaux domaines de coopération, ce qui contribuera à relever les défis de la sécurité alimentaire mondiale.

Pour terminer, je tiens à souligner que le monde contemporain est confronté à de multiples crises, dont aucune n'est plus grave que la prévalence de l'hégémonie et de la politique de la canonnière, ce qui remet gravement en question l'équité et la justice internationales. Le Président de la Chine, Xi Jinping, a souligné que le destin et l'avenir de tous les pays sont étroitement liés. Nous devons choisir le dialogue plutôt que la confrontation et faire tomber les murs plutôt que de les ériger. Nous devons promouvoir l'intégration plutôt que la division, inclure au lieu d'exclure et mener la réforme du système de gouvernance mondiale sur la base des principes d'équité et de justice.

En cette période de risques et de crises, mener une nouvelle guerre froide, déclencher un affrontement entre les blocs et s'engager dans des divisions économiques et techniques non seulement ne permettra pas de régler les problèmes, mais ne fera que créer davantage de difficultés pour le monde. Ce dont le monde a le plus besoin, c'est d'un véritable multilatéralisme, d'un rôle cohérent, exemplaire et responsable pour les grandes puissances et d'une coopération mondiale équitable et inclusive nous permettant à tous de travailler ensemble et de partager.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs et à toutes les oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leur déclaration à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de quatre minutes pour les inviter à conclure leurs observations.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Pakistan.

M. Zardari (Pakistan) (*parle en anglais*) : C'est avec beaucoup d'honneur et d'humilité que je représente mon pays dans cette enceinte, en ma qualité de Ministre des affaires étrangères. Le Pakistan se félicite du débat d'aujourd'hui, qui tombe à point nommé, sur la sécurité alimentaire mondiale et les conflits.

Au fil de l'histoire, la faim et la guerre ont été l'une pour l'autre de sinistres suivantes. Certes, la promotion

de la prospérité a gagné du terrain dans le monde, mais les causes systémiques des conflits et de la pauvreté n'ont toujours pas été surmontées. Notre époque est marquée du sceau des inégalités et de l'insécurité. En cette époque qui devait être une décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, nous avons été confrontés à une série de catastrophes : pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), récession économique, envolée des prix et intensification des effets des changements climatiques. Ces catastrophes ont inversé la croissance mondiale et, pour la première fois en 30 ans, augmenté l'incidence de la pauvreté et de la faim.

Entre-temps, sur fond de rivalités de plus en plus marquées entre grandes puissances, le dialogue politique s'est souvent figé et le Conseil de sécurité a été fréquemment paralysé. Les conflits anciens se sont envenimés et de nouveaux conflits ont éclaté, effritant l'édifice de l'ordre mondial établi il y a 76 ans sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

De fait, la création de l'ONU répondait précisément à cet objectif : régler les conflits, mettre fin aux guerres, faire la paix et combattre la faim, la pauvreté et la désespérance. Quelque 80 % des 800 millions de personnes sous-alimentées et des 40 millions de personnes menacées de famine vivent dans des pays déchirés par un conflit ou qui sont tout juste en train d'en sortir. Hier à peine, nous prenions part à la réunion ministérielle de l'Appel à l'action pour la sécurité alimentaire mondiale. Cette initiative apportera une contribution de taille au règlement des crises urgentes de sécurité alimentaire, et les chefs de file de ces efforts humanitaires doivent être salués. L'Appel à l'action permettra d'augmenter la production alimentaire, concourra à maintenir ouvertes les chaînes d'approvisionnement et à résorber les goulets d'étranglement, facilitera la mobilisation des ressources financières et agricoles là où elles sont requises, aidera les agriculteurs pauvres à développer leur production locale, et bien plus encore. Le Pakistan se réjouit à la perspective de prendre toute sa part à cet appel à l'action ambitieux. Nous comptons également sur l'ONU pour donner l'impulsion nécessaire à la lutte contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et des conflits.

Les Ukrainiens ont faim en raison du conflit en cours. En Afghanistan, quelque 95 % de la population est menacée de pauvreté, en conséquence directe du conflit. Les populations des territoires occupés de Palestine et du Jammu-et-Cachemire sous occupation indienne sont

les captives permanentes d'un conflit perpétuel. Elles subissent un tourment immense, arbitraire et inhumain, dont la faim fait partie. Le Cachemire est désormais le symbole du dysfonctionnement de l'Organisation et du Conseil. Les actions menées le 5 août 2019 et le 5 mai 2022 par l'Inde dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé ne sont pas uniquement une attaque contre le peuple du Cachemire, elles sont une attaque contre l'ONU, contre le Conseil de sécurité et ses résolutions, et contre la quatrième Convention de Genève. Elles mettent en exergue l'inaction de cet organe tandis que le statut contesté de la région, reconnu à l'échelle internationale, est battu en brèche et que la majorité musulmane du Cachemire est réduite à une minorité sur les terres qui sont les siennes, dans la patrie qui est la sienne. Cela pousse les jeunes Cachemiriens à se demander qui réglera ce conflit. Qui leur apportera la paix qui leur a été promise ? Nous mettons au défi ceux qui s'inquiètent de la sécurité alimentaire de régler le conflit au Cachemire, d'ouvrir les portes de la paix en Asie du Sud et de découvrir comment les agriculteurs pakistanais et indiens peuvent nourrir le monde.

Même ceux qui ne sont pas directement impliqués dans un conflit paient le prix de la guerre. Du fait du conflit en Ukraine, nombreux sont ceux qui, aux antipodes de ce pays, vont connaître l'insécurité alimentaire et risquent de souffrir de la faim. Le Pakistan comptait énormément sur le blé et les engrais en provenance de cette région. Nos agriculteurs souffrent, et notre population aussi. Le prix de ces conflits se paie à la pompe et à l'épicerie. Tous ceux qui avaient déjà du mal à joindre les deux bouts vont avoir beaucoup plus de difficultés encore.

Nous vivons la pandémie la plus meurtrière de notre époque. Des millions de personnes sont mortes ; d'autres meurent encore. Le bilan sanitaire et économique de la pandémie continuera de se faire sentir bien après la pandémie elle-même. Nos continents sont en train de sombrer. Notre planète est menacée. Le moment n'est-il pas venu de dépasser les conflits entre individus pour affronter les menaces qui pèsent sur l'humanité ?

On dit que l'histoire se répète : après la tragédie se joue la farce. On dit que lorsque les guerres nouvelles prennent fin, les guerres anciennes reprennent. À la fin de la guerre froide, nous avons vu les prémices de ce qui allait devenir la nouvelle guerre. L'Afghanistan a été abandonné et les décombres ont accouché des Taliban, d'Al-Qaïda, de l'extrémisme et du terrorisme. Aujourd'hui, l'Afghanistan risque d'être abandonné

une fois de plus, et nous voici à l'aube d'une ère dont beaucoup redoutent qu'elle soit de nouveau marquée par des conflits entre grandes puissances.

Le Pakistan connaît intimement le coût de la guerre. Nous sommes épuisés par les conflits. Nous venons de voir comment, après des décennies de conflit, le dialogue et la diplomatie ont finalement permis de trouver une issue. Forts de notre propre expérience, nous appelons très humblement et respectueusement le Conseil à user de dialogue et de diplomatie pour trouver la paix avant, et non après, la prochaine grande guerre.

Épargnons une nouvelle génération de l'humanité de la tragédie du conflit, et voyons une nouvelle génération tirer le plein parti de son potentiel. Nous pouvons être à la hauteur des défis de notre époque. Nous pouvons être la génération qui mettra un terme à la faim. Nous pouvons être la génération qui sauvera notre planète. Nous pouvons être la génération qui brisera ce cercle vicieux, si le Conseil nous le permet.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Roumanie.

M. Aurescu (Roumanie) (*parle en anglais*) : La Roumanie félicite les États-Unis d'avoir eu l'initiative de convoquer un débat public sur ce sujet d'actualité, en particulier dans les circonstances désastreuses qui prévalent du fait de l'agression militaire illégale brutale, injustifiée et non provoquée de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

La Roumanie est l'État membre de l'OTAN et de l'Union européenne qui partage la plus longue frontière avec l'Ukraine. Nous avons été en première ligne pour répondre à la crise humanitaire provoquée par cette invasion. Depuis le début de la guerre, plus d'un million de réfugiés ont traversé la frontière entre l'Ukraine et la Roumanie, et la Roumanie leur apporte un appui humanitaire très régulier. Le pôle humanitaire de collecte et de distribution de l'aide internationale situé près de la frontière entre l'Ukraine et la Roumanie est opérationnel depuis le mois de mars. Nous avons également répondu aux demandes internationales visant à faciliter l'octroi d'une aide à l'Ukraine. Par exemple, nous avons répondu rapidement à la demande émanant du Programme alimentaire mondial tendant à établir une présence en Roumanie pour faciliter l'acheminement de l'aide d'urgence à l'Ukraine.

Les conséquences de cette guerre irrationnelle sont multidimensionnelles, et la nécessité de garantir la sécurité alimentaire est chaque jour plus manifeste. Nous sommes déjà confrontés à des difficultés de production et d'exportation, et à la hausse des prix. Les factures d'importation de denrées alimentaires et d'énergie atteignent des niveaux records. Dans un environnement en proie à de fortes tensions socioéconomiques, l'augmentation des prix alimentaires pourrait notamment se traduire par des troubles sociaux, car elle touche principalement les personnes à faible revenu.

Le moment ne pourrait pas être mieux choisi pour prendre des mesures de grande ampleur afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Il est primordial de souligner l'importance que revêtent les systèmes alimentaires dans la réalisation de progrès sur les questions liées au climat, au développement, au financement et aux autres priorités mondiales. Le marché des céréales est déjà lourdement affecté après l'agression russe contre l'Ukraine, compte tenu de la part de marché des deux pays dans le commerce mondial des céréales et des semences. Une intervention de l'ONU et des institutions financières internationales est indispensable pour garantir la sécurité alimentaire mondiale.

À titre de réponse immédiate à ce défi, les autorités roumaines facilitent le transit des produits en provenance d'Ukraine par le port de Galati, sur le Danube, et par le port de Constanța, le plus important sur la côte de la mer Noire. Compte tenu de son emplacement géographique, la Roumanie est l'un des pays les mieux placés pour servir de centre de transit et d'exportation dans ce contexte.

Nous examinons toutes les solutions possibles pour garantir un meilleur accès aux ports roumains sur le Danube et au port de Constanța. Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, c'est principalement par le port de Constanța que les céréales ukrainiennes sont envoyées vers le monde extérieur. Jusqu'à présent, plus de 240 000 tonnes de céréales ont été exportées de l'Ukraine via le port de Constanța.

Je voudrais saisir cette occasion pour souligner la nécessité de renforcer les efforts au niveau international, par exemple sous forme de coalition des pays disposés à agir, afin de mobiliser autant d'appui que possible en vue de la création d'un corridor de transport, notamment l'accès maritime, pour les produits ukrainiens, surtout les céréales, vers des destinations tierces, y compris en utilisant certaines voies à travers la Roumanie, comme le port de Constanța.

Entre autres mesures de soutien, les autorités roumaines ont également libéralisé les conditions de transport pour les exportations ukrainiennes, notamment pour les produits agricoles. Par conséquent, la Roumanie apporte une contribution importante à la stabilité régionale et mondiale et à la sécurité alimentaire en soutenant l'exportation des céréales ukrainiennes vers les personnes qui en ont besoin.

À titre d'exemple de notre engagement futur, à partir de 2023, la Roumanie accueillera un centre agrométéorologique régional pour l'Europe, conformément à une décision de l'Organisation météorologique mondiale. L'objectif principal de ce centre est d'appuyer une production agricole durable, et il jouera un rôle important dans les efforts régionaux d'adaptation aux changements climatiques.

En ce qui concerne les allégations de la Russie, que nous venons d'entendre dans cette salle, selon lesquelles il existerait un soi-disant « accord » entre l'Occident et l'Ukraine pour un approvisionnement en armes en échange de céréales, qu'il me soit permis de rappeler que ce n'est pas la première fois que la Russie profère de telles accusations, qui sont totalement fausses. Par exemple, le 1^{er} mai, le Ministère russe de la défense a déclaré que l'Ukraine exportait des quantités massives de céréales via la Roumanie par voie routière et ferroviaire et par le Danube, en échange d'armes et de munitions. Le Ministère roumain de la défense a rejeté rapidement ces déclarations, les qualifiant de fausses et de déformation grossière de la réalité.

À l'avenir, le but de nos décisions et actions doit être de mettre en place des systèmes alimentaires sûrs, sécurisés, accessibles et durables au niveau mondial. Il est essentiel qu'au niveau mondial, nous renforçons tous notre engagement en faveur de l'approche « Une seule santé ». Nous sommes convaincus que seul un engagement ferme à agir de la part des gouvernements du monde, du secteur privé et de la société civile nous permettra d'atteindre les objectifs de développement durable et de créer un monde plus résilient et durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Il reste un certain nombre d'orateurs et d'oratrices sur la liste pour la présente séance.

Compte tenu de l'heure tardive, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, de suspendre la séance jusqu'à 15 h 15.

La séance est suspendue à 14 h 15.